

HAÏTI SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN BREF



AVRIL 2014



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

Ce document a été préparé par Epitece Nobera dans le cadre du contrat AID-OAA-I-12-00006 relatif au financement par l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International du projet Réseau d'Alerte Précoce contre la Famine (FEWS NET en anglais). Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International ou celles du Gouvernement des Etats-Unis.

Crédit photo: Flickr, UUSC, Rights in Humanitarian Crises program. Location: Haiti



À PROPOS DE FEWS NET

Constitué à la suite des famines de 1984 en Afrique de l'Est et de l'Ouest, le Réseau des Systèmes d'Alerte Précoce contre la Famine (FEWS NET) donne une alerte précoce et une analyse intégrée et prospective des nombreux facteurs contribuant à l'insécurité alimentaire. FEWS NET vise à : donner aux décideurs des informations et contribuer à leur planification pour les interventions d'urgence; apporter un soutien aux partenaires en analysant l'alerte précoce et en faisant des prévisions ; et en apportant une aide technique aux initiatives pilotées par les partenaires.

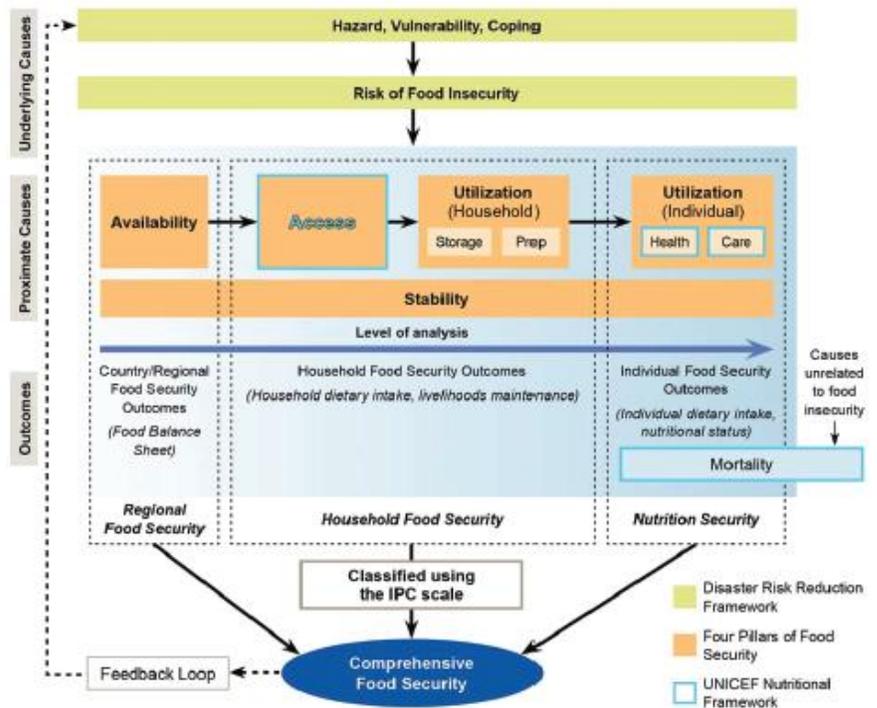
Introduction

Au cours des trente dernières années, FEWS NET n'a eu cesse de développer une série de documents intégrés portant sur les moyens de subsistance, la vulnérabilité des ménages, la nutrition, le commerce et l'agro-climatologie, grâce à son travail sur le terrain, la collecte de données secondaires et la recherche. L'attention de FEWS NET ne se limite pas au contexte immédiat et s'attache également à comprendre les circonstances plus générales et les causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire.

Ce bref tour d'horizon sur la sécurité alimentaire s'inspire de la recherche de FEWS NET et de sources diverses pour donner un aperçu du contexte de la sécurité alimentaire et des principaux déterminants de l'insécurité alimentaire chronique et de l'insécurité alimentaire aiguë, et pour mettre en évidence les régions ou les zones de moyens de subsistance les plus exposées à l'insécurité alimentaire. Il sert de point de départ pour toute personne cherchant à mieux comprendre les nombreux facteurs influençant la sécurité alimentaire en Haïti.

Ce tour d'horizon gravite autour du cadre analytique de FEWS NET relatif aux moyens de subsistance des ménages (Figure 1.1).

Figure 1.1. Cadre analytique de FEWS NET portant sur les moyens de subsistance des ménages



Source : FEWS NET

Ce cadre examine les causes sous-jacentes et les plus directes de l'insécurité alimentaire, en tant que moyen pour donner des informations sur les résultats attendus au niveau des régions et des ménages.

Une bonne compréhension des aléas, de leur magnitude et de leur portée, de la vulnérabilité des ménages confrontés aux aléas et de leur capacité à y faire face, est essentielle dans cette analyse. Ces facteurs déterminent ensemble le risque d'insécurité alimentaire au niveau des ménages. Le niveau de vulnérabilité du ménage face à un aléa particulier variera en fonction de la façon dont il répond à ses besoins de base, ce qui est liée à son système de moyens de subsistance. Les systèmes de moyens de subsistance regroupent les actifs ou le capital (social, naturel, physique, financier, productif et humain) dont dispose un ménage. Pour cette raison, FEWS NET compte sur l'analyse basée sur les moyens de subsistance pour évaluer les risques en termes de sécurité alimentaire.

Les définitions suivantes tiennent lieu de guide pour l'analyse du tour d'horizon de la sécurité alimentaire :

- *La sécurité alimentaire* : FEWS NET a recours à la définition de la sécurité alimentaire généralement admise comme étant une situation en vertu de laquelle toutes les personnes ont en tout temps économiquement et physiquement accès à une alimentation suffisante, saine et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine.¹ Ces conditions sont étayées par les quatre « piliers » de sécurité alimentaire : la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité. La disponibilité, l'accès et l'utilisation sont de nature hiérarchique dans la mesure où la disponibilité alimentaire est nécessaire mais insuffisante pour l'accès, et l'accès est nécessaire mais insuffisant pour l'utilisation.² L'insécurité alimentaire chronique est typiquement due à une combinaison complexe d'une partie ou de tous les quatre piliers, entraînant un manque à long terme de denrées alimentaires suffisantes au niveau de la quantité ou de la qualité.
- *La disponibilité alimentaire* : La disponibilité alimentaire, soit la partie approvisionnement de la sécurité alimentaire, fait référence à l'existence physique de l'alimentation, qu'elle provienne de la propre production du ménage ou des marchés, y compris les importations alimentaires commerciales et l'aide alimentaire. Une disponibilité adéquate est une condition préalable pour répondre aux besoins alimentaires de base des personnes, mais la simple présence de denrées alimentaires ne garantit pas toujours l'accès à de la « nourriture suffisante, saine et nutritive ».
- *L'accès aux denrées alimentaires* : L'accès alimentaire, lié à la demande de nourriture, fait référence à la capacité du ménage à obtenir des aliments pour un régime alimentaire nutritif par le biais d'un mélange de production, d'achats, de dons et de transferts. L'accès est influencé par l'accès physique (l'infrastructure), l'accès sociopolitique (les droits traditionnels à des ressources communes) et l'accès économique (la capacité de générer du revenu, le pouvoir d'achat et l'évolution des revenus réels et des prix alimentaires). D'autres facteurs incluent l'accès et le contrôle des ressources productives, telles que la terre, les semences et l'eau ; la gouvernance ; les cadres légaux et réglementaires ; l'environnement macroéconomique ; la dynamique des genres ; les VIH/Sida et autres maladies ; les situations d'urgence et les conflits.³
- *L'utilisation* : L'utilisation fait référence à la façon dont les individus utilisent l'alimentation à laquelle ils ont accès, y compris l'apport énergétique et nutritif suffisant et la capacité d'absorber les nutriments. Ces facteurs sont influencés par les pratiques de soins et d'alimentation, la préparation de la nourriture, la diversité du régime alimentaire et la répartition alimentaire au sein du ménage. La capacité d'absorption des nutriments peut également être influencée par des facteurs tels que les conditions d'assainissement et d'hygiène et les maladies.
- *La stabilité* : La stabilité étaye les trois autres piliers et décrit le niveau d'incertitude ou de vulnérabilité face à des perturbations au niveau de la sécurité alimentaire. Les risques pesant sur la stabilité incluent le changement climatique, les conflits, les hausses de prix et les maladies, parmi d'autres facteurs.

La majorité des sections de ce rapport identifie des « Ressources essentielles de FEWS NET ». Pour d'autres ressources de FEWS NET relatives à Haïti, y compris les rapports et mises à jour sur les perspectives, consultez <http://www.fews.net/central-america-and-caribbean/haïti>.

Résumé Exécutif

L'insécurité alimentaire en Haïti est surtout liée à la pauvreté, aux bas niveaux de rendements agricoles et à la fragilité du milieu. Liés à la pauvreté, le chômage, les problèmes fonciers et les inégalités sociales constituent aussi des causes importantes d'insécurité alimentaire. Sans ces facteurs-clefs très défavorables, les cyclones et tempêtes tropicales ou la flambée des cours des céréales sur le marché international n'auraient pas autant d'impacts sur la sécurité alimentaire et les modes de vie des ménages. Ce guide sommaire passe en revue les principaux facteurs qui affectent la disponibilité des aliments, leur accès et leur utilisation; il présente aussi la stabilité de la sécurité alimentaire en Haïti.

GEOGRAPHIE, ÉCONOMIE ET DEMOGRAPHIE

Haïti couvre une superficie de 27,750 km² et compte une population estimée en 2012 à 10.5 millions d'habitants.⁴ Cette population est très jeune puisque près de 60 percent ont moins de 18 ans. Avec plus de 350 habitants au km², Haïti possède la plus forte densité démographique des Caraïbes. La population urbaine représente à peu près la moitié de la population totale mais son taux d'augmentation est de 3.7 percent en moyenne par an, contre une baisse de 1.7 percent par an en moyenne pour la population rurale en raison principalement de l'exode vers les villes.

En dépit de son relief accidenté et des pluies abondantes, la presque totalité du pays est déboisé et est constamment sous cultures annuelles. Les montagnes couvrent environ 60 percent du territoire. Les plaines et les plateaux, zones plus propices aux cultures annuelles, ne forment que 30 percent du territoire. Presque tout le pays est cultivé, y compris ses pentes raides dénudées. Les eaux de pluies ruissèlent alors à grande vitesse des montagnes, érodant les sols, formant des ravines et inondant les villes situées en contrebas. Même les zones les moins accessibles jusqu'ici été épargnées sont en train d'être déboisées en vue de l'extension des cultures et de la production du charbon de bois, principal combustible en ville. Ce déboisement est une autre conséquence de la pauvreté mais il est aussi lié au mode de tenure des terres.

L'économie haïtienne est dominée par le secteur des services (environ 55 percent du PIB), suivi par celui de l'agriculture (23 percent du PIB), de l'industrie manufacturière et enfin du tourisme. Les transferts de la diaspora soutiennent beaucoup l'économie haïtienne, en particulier le secteur des services. Le Produit intérieur brut (PIB) par habitant était estimé en 2012 à l'équivalent de 771 dollars US par la Banque Mondiale.⁵ La distribution de la richesse est très inégale, avec des familles très riches et des familles très pauvres habitant à proximité les unes des autres, surtout dans les villes. Les problèmes économiques et politiques du pays ont conduit à une forte migration, surtout depuis les années 1970s. La diaspora haïtienne, estimée à environ un million de membres, reste attachée à leurs familles d'origine à qui ils envoient régulièrement des transferts d'argent. La valeur de ces transferts représente le double des devises tirées des exportations et est équivalente à environ le cinquième du Produit National Brut du pays.

QUELQUES RESSOURCES DE FEWS NET HAITI

[Archives des alertes d'insécurité alimentaire](#)

[Mises à jour mensuels et perspectives sur la sécurité alimentaire en Haïti](#)

[Profils des modes de vie Septembre 2005](#)

[Profils des modes de vie. Situation de référence à Port-au-Prince](#)

[Suivi saisonnier Amérique Latine et Caraïbes: archive](#)

[Haïti Bulletin de Prix : archive](#)

[Guide d'application des zones et profils de modes de vie en alerte précoce](#)

DISPONIBILITE

Au cours des dernières années, Haïti a produit à peu près la moitié des aliments dont il a besoin et a importé l'autre moitié.⁶ Certaines années, les importations ont dépassé la production nationale globale. L'aide alimentaire tourne normalement autour de 3 pourcent des besoins, mais a atteint 8 pourcent des besoins en 2010, l'année du séisme. Au cours de la période 2004-2008, Haïti a importé la quasi-totalité de ses besoins en huile végétale et en farine de blé, 88 pourcent de ses besoins en riz, 30 pourcent de ses besoins en haricots et 8 pourcent de ses besoins en maïs.⁷ Le pays importe aussi plus de lait, des œufs et de viande de poulets qu'il n'en produit.

La production agricole nationale se fait sur de petites exploitations familiales de 1.8 ha en moyenne.⁸ Les rendements des cultures sont très faibles, car les sols sont très lessivés et les intrants modernes peu utilisés. La sécheresse qui affecte particulièrement le nord-ouest du pays, est le facteur climatique le plus défavorable à la production agricole nationale. Les fortes pluies et les inondations, souvent consécutives aux tempêtes tropicales et aux cyclones, causent aussi des dégâts importants aux cultures, mais de façon plutôt localisée. Durant l'année 2012/2013, les céréales ont contribué pour environ 35 pourcent dans la production vivrière nationale, les légumineuses pour 18 pourcent, les racines et tubercules pour 37 pourcent, et les bananes et plantains pour 11 pourcent.⁹ Haïti couvre lui-même la majeure partie de ses besoins de consommation en bananes, tubercules et racines, sorgho, maïs et haricots.

ACCES ECONOMIQUE

La pauvreté est sans doute le facteur le plus important d'insécurité alimentaire en Haïti. La prévalence de la pauvreté extrême était estimée à 55 pourcent au niveau national en 2001. Le travail journalier constitue la principale source de revenus des pauvres des villes ou du milieu rural. Les revenus de ce travail sont malheureusement faibles et précaires. Le taux de chômage, estimé en 2008 à 46 pourcent au niveau national, est aussi très élevé. Dans ces conditions, l'augmentation des prix rend encore plus difficile l'accès aux aliments, d'autant plus qu'au niveau national, 63 pourcent des dépenses des ménages seraient en moyenne consacrées à l'alimentation.¹⁰

Le taux d'inflation qui était souvent supérieur à 15 pourcent par an avant 2005 a rarement dépassé 8 pourcent par an depuis. L'objectif que le Gouvernement s'est fixé pour 2013 est de 6 pourcent. Depuis la flambée historique des cours internationaux des céréales en 2008, les prix des aliments sur le marché international ont été relativement bas et stables, ce qui s'est fait sentir sur le marché haïtien en raison de l'importance des importations. L'amélioration en cours du réseau routier national contribue à un meilleur écoulement des produits agricoles et à un meilleur approvisionnement des régions auparavant enclavées, telles que la Grand 'Anse, ce qui contribue à baisser les prix des aliments.

UTILISATION

La cinquième enquête de morbidité, mortalité et utilisation des services (EMMUS V),¹¹ effectuée en 2012, a établi que le retard de croissance¹² des enfants de moins de 5 ans était de 30 pourcent (dont 8 pourcent dans sa forme sévère) et le taux d'émaciation de 7 pourcent (1 pourcent dans sa forme sévère). Six ans plus tôt, EMMUS IV avait établi que les taux de retard de croissance et d'émaciation étaient respectivement de 34 pourcent et de 9 pourcent, ce qui traduit un progrès évident au cours des 7 dernières années.

Les ménages pauvres ne peuvent pas se procurer une diète diversifiée requise pour une bonne santé. La santé des nourrissons est aussi fortement liée aux tabous alimentaires et aux soins que les mamans apportent à leurs bébés. L'allaitement exclusif au cours des six premiers mois du bébé, recommandé par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), se pratique très peu en Haïti.

STABILITE

La hausse des prix des aliments, liée à des facteurs externes et à des facteurs internes, est une importante cause d'instabilité de sécurité alimentaire. Les cours des céréales et du pétrole sur le marché international constituent le

principal facteur externe de l'inflation. Le fait qu'Haïti dépende à environ 50 pourcent des importations d'aliments compromet son indépendance alimentaire et fait sortir des devises qui pourraient être investies dans la modernisation de son agriculture, mais cela contribue aussi à modérer les fluctuations des prix alimentaires dans le pays, donc à une plus grande stabilité des conditions de sécurité alimentaire.

A l'interne, les fluctuations des récoltes- le plus souvent causées par les aléas climatiques- déstabilisent le plus la sécurité alimentaire. Les fluctuations sont plus prononcées au niveau local et régional qu'au niveau national. En effet, les dégâts causés par ces aléas varient selon les zones. Les cultures ne sont jamais non plus au même stade de développement partout, en raison de la variété des microclimats et ne sont donc pas affectés de la même manière par les chocs climatiques.

L'insécurité civile, y compris dans la capitale, constitue aussi un facteur d'instabilité de la sécurité alimentaire. Lorsque la circulation est perturbée sur les grands axes routiers, certaines zones ne peuvent plus écouler leurs productions ou se faire approvisionner par la capitale ou d'autres régions, ce qui affecte leur insécurité alimentaire. L'insécurité civile s'est heureusement beaucoup améliorée depuis 2007.

Contexte du pays

CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE

Haïti couvre une superficie de 27.750 km² et compte une population estimée en 2012 à 10.5 millions d'habitants.¹³ Cette population est très jeune puisque presque 60 pourcent a moins de 18 ans. Avec plus de 350 habitants au km², Haïti a la plus forte densité démographique des Caraïbes. La population urbaine représente un peu plus de la moitié de la population totale et augmente à raison de 3.9 pourcent en moyenne par an.¹⁴ Par contre, la population rurale baisse de 1.7 pourcent en moyenne par an en raison de l'exode rural. Le taux d'urbanisation avait été très rapide au cours des décennies 70s à 90s; ainsi, le nombre d'habitants de Port-au-Prince qui avait été estimé à 505,000 en 1971 aurait atteint 720.000 en 1982 et environ 2 millions en 1995,¹⁵ c'est-à-dire qu'il doublait presque tous les 10 ans.

L'émigration a été très importante depuis les années 1970s, à cause des conditions sécuritaires et économiques difficiles qui prévalaient dans le pays. Le nombre actuel (janvier 2014) des effectifs de la diaspora varient, mais le Ministère des Haïtiens vivant à l'étranger (MAHVE) qui inclue les descendants des migrants jusqu'à la troisième génération l'estime à 4.5 millions.¹⁶ Les pays d'accueil de ces émigrés sont, par ordre d'importance, les États-Unis, la République Dominicaine et le Canada. Les membres de la diaspora gardent en général des liens étroits avec leurs familles restées dans le pays; la preuve en est qu'ils leur envoient de l'aide surtout sous forme de transferts d'argent.

En 2012, Haïti se classait au 161^{ème} rang, sur 186, dans l'indice de développement humain (IDH). Il partageait cette place avec l'Uganda.¹⁷ Le produit national brut (PNB) par habitant, mesuré en termes de pouvoir d'achat équivalent du dollar américain, était estimé à \$1070, soit 41 pourcent de moins qu'en 1980 par exemple. C'est surtout en raison de cette baisse de revenus par habitant qu'Haïti se classe si mal dans l'IDH. Cependant, des progrès considérables ont été réalisés par rapport à l'espérance de vie, malgré les nombreux désastres naturels qui ont frappé le pays durant ces années, car elle est passée de 50.9 ans en 1980 à 62.4 ans en 2012. Des progrès considérables ont aussi été réalisés en nutrition infantile. Les programmes de réponse initiés après le séisme, notamment en matière d'accès à l'éducation et aux services de santé, devraient permettre des améliorations sensibles de l'IDH au cours des prochaines années.

La pauvreté est un problème crucial dans le pays. Elle est avant tout rurale, puisqu'en 2001 par exemple elle y affectait 55 pourcent des ménages contre 20 pourcent dans la zone métropolitaine.¹⁸ Ce thème sera développé davantage dans le chapitre 3 'Accès aux aliments.'

AGRO-CLIMATOLOGIE

Le relief du pays est généralement très accidenté et très varié. Les montagnes (60 pourcent du territoire) ont des pentes raides souvent supérieures à 20 pourcent. Le sommet le plus élevé du pays se trouve à 2,680 mètres d'altitude. Les plaines et les plateaux de pente inférieure à 10 pourcent (la limite idéale pour les cultures annuelles) ne forment que 30 pourcent du territoire. Le pays est presque entièrement déboisé ; en 2010, la forêt dense originelle ne représenterait plus qu'environ 2 pourcent du territoire.¹⁹ De ce fait, 85 pourcent des bassins versants sont fortement dégradés, ce qui conduit à une forte érosion des sols, à la formation de ravines, aux éboulements, et aux inondations des villes situées en contrebas dans les plaines et les vallées. Haïti possède aussi des températures et un régime pluviométrique variés, ce qui crée plusieurs microclimats et favorise la diversité de systèmes d'exploitation agricoles. Les températures sont modérées surtout dans les montagnes.

RESSOURCES-CLEFS DE FEWS NET EN AGRO- CLIMATOLOGIE

[Suivi saisonnier Amérique Latine et Caraïbes : archive](#)

[FEWS NET / National Oceanic and Atmospheric Administration \(NOAA\) Climate Prediction Center](#)

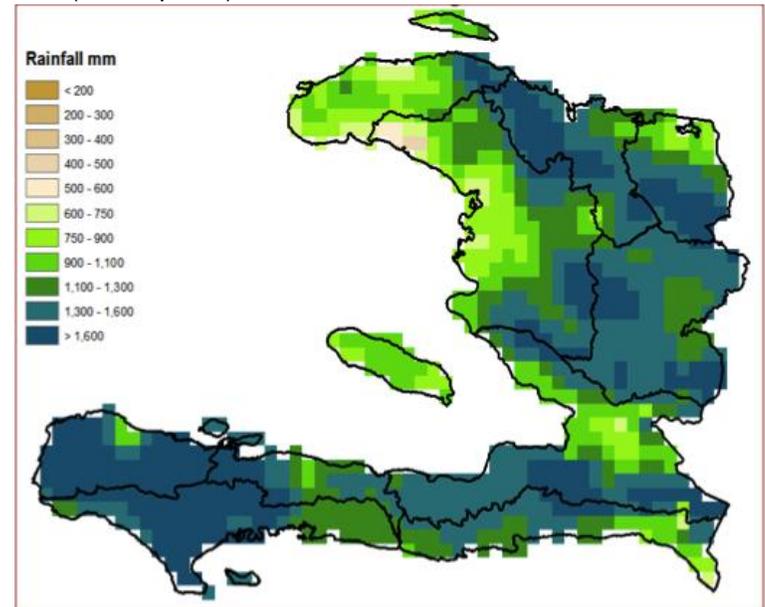
[U.S. Geological Survey \(USGS\) FEWS NET Data Portal](#)

Les pluies sont généralement abondantes en Haïti (voir Figure 2.1). Les zones montagneuses en particulier la péninsule du Sud-Ouest, reçoit des précipitations annuelles supérieures à 1600 mm. Par contre, la péninsule du Nord-Ouest est relativement aride; elle comprend même une zone semi-aride recevant de précipitations inférieures à 500 mm par an et couverte de cactus, ce qui lui vaut le surnom de 'Far West' en raison de sa grande ressemblance avec le Far West américain.

Il y a en gros trois saisons dans l'année qui se succèdent comme suit. En ce qui concerne l'agriculture, les principales saisons sont les suivantes:

- 1) une **saison culturale de printemps** qui s'étend de mars à août (semis en mars/avril, récoltes en juillet-août) et fournit environ 60 pourcent des récoltes vivrières ;
- 2) une **saison culturale d'été** de juillet à octobre (semis en juillet-août, récoltes en septembre/octobre), plus marquée dans les zones de montagnes et les zones irriguées ;
- 3) une **saison sèche d'automne-hiver** s'étalant sur la période de décembre à mars pour la majorité du pays; dans les plaines irriguées, les semis ont lieu en décembre et les récoltes en février.

Figure 2.1. Estimations de quantité de précipitations annuelles en Haïti (en mm par an)



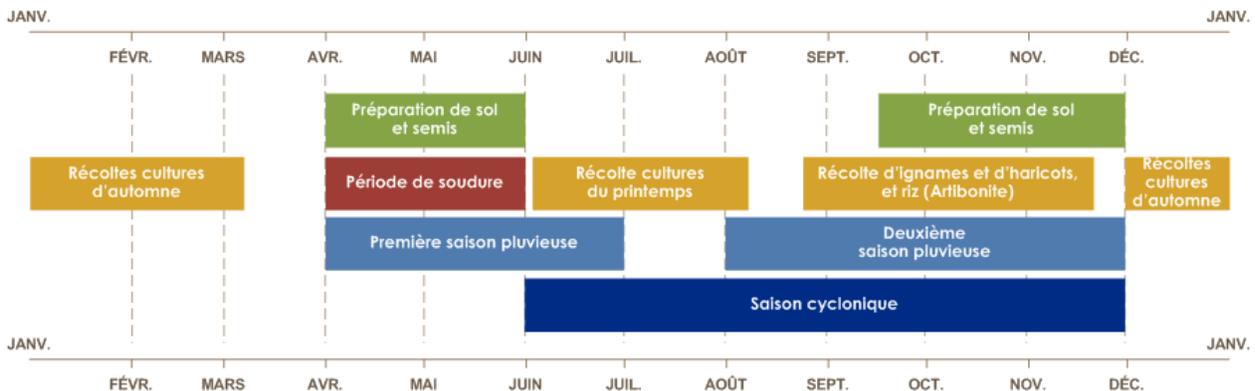
Source : USGS/FEWS NET

Des zones couvrant environ 20 à 30 pourcent du territoire ont aussi une saison culturale qui démarre en septembre-octobre. Il y a aussi des zones de montagnes humides emblavées durant la saison sèche et qui représentent de 5 à 10 pourcent du territoire national.

La période des cyclones qui s'étend de juin à novembre se chevauche partiellement avec les saisons d'été et d'automne. Les fortes pluies et les vents violents qui accompagnent les tempêtes tropicales et les cyclones causent des dégâts considérables aux cultures et aux infrastructures.

Calendrier saisonnier et événements typiques

Le calendrier saisonnier FEWS NET ci-dessous présente les principales saisons des pluies, les récoltes, les périodes de migration de bétail, et période de soudure dans une année typique.



CONTEXT POLITIQUE ET ECONOMIQUE

Les gouvernements ont souvent été très instables en Haïti. Les Premiers ministres et même les Présidents ne durent pas en général pas longtemps, à l'exception des deux dernières législatures. Les transitions, très lentes, sont aussi émaillées de mouvements sociaux déstabilisateurs. La conséquence en est que l'Etat est assez faible et n'est pas suffisamment impliqué dans l'orientation et la coordination des interventions d'urgence ou de développement. Cette faible implication de l'Etat réduit l'efficacité et l'efficacités de ces interventions.

La culture politique, le niveau d'engagement de différentes institutions et la cohésion sociale semblent être en train de changer, pour le mieux, depuis le tremblement de terre de janvier 2010. Le Gouvernement actuel a coordonné le développement d'une vision à long terme cherchant à faire d'Haïti un pays émergent à l'horizon 2030. Un Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH) a été élaboré pour matérialiser cette vision. Ce dernier est structuré en quatre refondations : territoriale, économique, sociale et institutionnelle²⁰. Les programmes de la première refondation incluent la protection de l'environnement, l'alimentation en eau potable et l'assainissement. La réhabilitation économique inclue la modernisation de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche ainsi que la valorisation de l'industrie manufacturière et du tourisme. La refondation sociale inclue l'organisation de la solidarité sociale et l'accès aux services de santé et au logement. Enfin, la refondation institutionnelle comprend le renforcement des institutions démocratiques et la modernisation de l'administration centrale et déconcentrée, ce qui devrait permettre à l'Etat de mieux coordonner les programmes humanitaires et de développement.

Les budgets annuels nationaux sont tirés des budgets tri annuels d'investissement public et ajustés en tenant compte des conditions particulières de l'année. Le budget d'investissement et de fonctionnement de 2013 s'élève à 132 milliards de gourdes, équivalent à 3 milliards de dollars US. Il est financé à peu près pour moitié par des ressources internes et pour moitié par des ressources externes. Il est enfin accompagné d'une annexe détaillée qui décrit les programmes et les ressources liées aux différents chantiers du PSDH.

Le PIB d'Haïti est estimé pour 2012 à 329 milliards de gourdes, soit l'équivalent d'environ 7.6 milliards de dollars US. Le PIB per capita correspondant était estimé à 771 dollars US.²¹ L'économie haïtienne est dominée par le secteur des services (environ 55 pourcent du PIB), suivi par celui de l'agriculture (23 pourcent du PIB), de l'industrie manufacturière et enfin du tourisme. Après avoir chuté de 5.4 pourcent en 2010, suite aux dégâts physiques occasionnés par le tremblement de terre, le PIB a depuis renoué avec la croissance avec des taux de croissance de 5.6 pourcent, 2.6 pourcent et 6.9 pourcent pour les années 2011, 2012 et 2013 respectivement (voir tableau 2.2). Le taux d'inflation qui durant les années très instables politiquement de la dernière décennie était à deux chiffres, tourne autour de 6 pourcent au cours des 3 dernières années. L'augmentation des transferts de la diaspora constitue un facteur favorable. En dépit de la crise financière qui a frappé les Etats-Unis (la principale origine des transferts) ans les années 2007 à 2010, les transferts n'ont pas cessé d'augmenter. Estimés entre 1.6 et 2 milliards de dollars US, ils représentent environ entre le cinquième et le quart du PNB et constituent aujourd'hui la principale source de devises au pays (Figure 2.3).

Figure 2.2. Evolution des principaux agrégats économiques (changements en pourcent par rapport à l'année précédente)

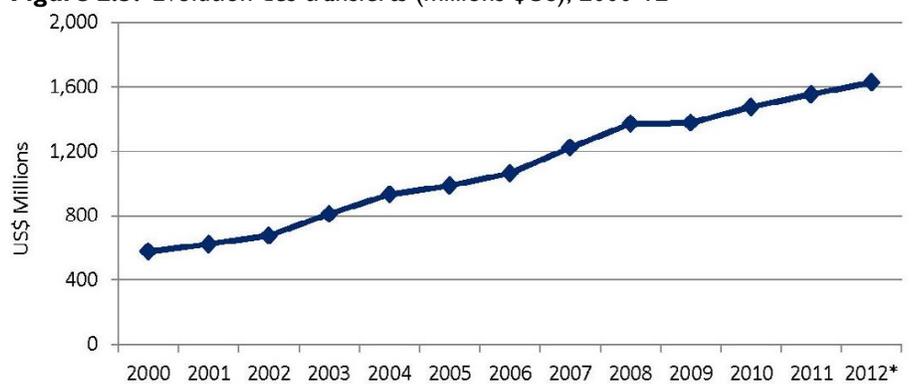
	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13
	**	** *	***	***
PIB par habitant	663	670	732	771
Taux croissance P IB	-5.4%	5.6%	2.8%	6.9%
Taux d'inflation	2%	6.2%	8.3%	7.6%
Importations		-5%	4%	9.4%
Exportations		18%	-2%	7.7%
Consommation		-5.6%	6.6%	7.2%
Investissements		9%	-1.4%	15.7%
Emplois		-1%	4.2%	8.4%

Source: IHSI; Banque Mondiale pour le PIB par habitant

Note: *Semi-définitifs - **Provisaires - ***Estimations

La croissance économique serait encore plus forte si les formalités de création d'entreprise s'amélioraient et si les investisseurs potentiels ne rencontraient pas beaucoup de difficultés à implanter leurs entreprises en Haïti. Malheureusement, les progrès dans ce domaine sont très lents. Par rapport à la facilitation des activités du secteur privé, Haïti a été classé 174^{ème} sur 187 dans le rapport 'Doing Business 2013' de la Banque Mondiale,²² et 165^{ème} sur 174 pour la perception de la corruption par Transparency International.²³

Figure 2.3. Evolution des transferts (millions \$US), 2000-12



Source: Banque Mondiale, 2012

La loi HOPE (Hemispheric Opportunity through Partnership Encouragement Act) des Etats-Unis, qui fait entrer dans ce pays les textiles produits en Haïti sans payer de taxes de douane, favorise les investissements dans le secteur industriel. Récemment étendu par le Congrès américain jusqu'à 2020, ce mécanisme devrait progressivement restaurer les quelques 20,000 emplois qui avaient été perdus lorsque les Etats-Unis avaient imposé un embargo économique contre Haïti suite au coup d'Etat du 30 septembre 1991. Les textiles constituaient déjà environ 90 pourcent des exportations haïtiennes en 2012, ce qui correspond à environ 10 pourcent du PNB.²⁴ L'agriculture reste le principal pourvoyeur d'emplois, avec environ 50 pourcent des emplois au niveau national mais jusqu'à 80 pourcent en milieu rural.²⁵



RESSOURCES ADDITIONNELLES

Unicef, 2013. Haïti en chiffres

Fao, 2010. Carte des zones agro-écologiques.

ILO et IFC. 2013. Garment Industry; 6th Biannual Synthesis Report Under the HOPE II Legislation.

Ministère de la Planification et de la Coopération externe. 2013. Plan stratégique de développement d'Haïti- Pays émergeant en 2030

World Bank. 2013. Haiti Dashboard Natural Disasters

Onu, 2013. Haïti: tableau de bord humanitaire - pah révision mi-parcours

Zones de moyens d'existence

ZONES DE MODES D'EXISTANCE RURAUX

Le modèle d'économie des ménages très utilisé dans l'analyse de sécurité alimentaire établit une situation de référence pour différentes catégories socio-économiques de ménages, et en suit l'évolution en vue entre autres d'anticiper les effets de chocs. Les données relatives aux sources de revenus et de dépenses, aux sources de nourriture, et aux chocs et stratégies de survie sont particulièrement importantes dans le modèle d'économie des ménages. La détermination et la description des zones homogènes, aussi appelées profils de modes d'existence (Figure 3.1) constituent la première étape nécessaire pour appliquer le modèle.

Les principales stratégies de survie des ménages ruraux sont communes à toutes les zones. Celles des pauvres sont l'accroissement du travail manuel, la fabrication et la vente de charbon de bois, la réduction de la qualité et de la quantité de nourriture consommée, la vente de petit bétail ou de la volaille, et l'achat d'aliments à crédit. Certaines parmi ces stratégies (par exemple : vente de petit bétail) compromettent la capacité des pauvres à améliorer leurs conditions à l'avenir ou contribuent à aggraver la dégradation de l'environnement (par exemple : fabrication de charbon). Les catégories les plus aisées vendent leur excédent de récoltes ou de petit bétail pour faire face aux chocs. Ils peuvent aussi demander un peu plus de transferts aux membres de la diaspora.

Zone agro-pastorale sèche
Couvrant de 15 à 20 pourcent de la superficie du pays, elle est composée de montagnes de basse altitudes, collines, plateaux et plaines sèches recevant au plus 600 mm de pluies par an. C'est la zone la plus pauvre d'Haïti et la seule qui, pour le moment, fait face de façon chronique à l'insécurité alimentaire. Elle est constituée en fait d'un bloc continu couvrant la majeure partie du Département du Nord-Ouest et du Nord-Ouest du Département de l'Artibonite, de la commune Aquin (Sud) et des communes Ferrier Rouge et Ouanaminthe au Nord-est. L'économie de la zone agro-pastorale sèche

RESSOURCES-CLEF DE FEWS NET

[Profils des modes de vie Septembre 2005](#)

[Profils des modes de vie. Situation de référence à Port-au-Prince](#)

[Guide d'application des zones et profils de modes de vie en alerte précoce](#)

Figure 3.1 : Carte des zones de modes de vie ruraux



Source : FEWS NET

est basée sur l'agriculture et l'élevage. Cependant, seules les catégories de moyens et de riches disposent d'élevage, ce qui est généralement le cas partout dans le pays. Les ménages pauvres vivent des revenus du travail (deux tiers des revenus totaux), de la production de charbon de bois et du gardiennage du bétail pour compte de tiers. Les principaux risques de la zone 1 sont la sécheresse et l'augmentation des prix des aliments sur les marchés.

Plaine en monoculture

Cette zone est constituée de plaines irrigables représentant environ 5 à 10 pourcent de la superficie du pays. La zone rizicole irriguée de l'Artibonite et les plaines de l'Est et du Nord de Port-au-Prince constituent au moins les ¾ environ de la zone; le reste est constitué d'une petite plaine autour de Cap-Haïtien au Nord et de petits périmètres situés dans les départements du Nord-Est et du Sud. Les plaines littorales irriguées ont des rendements plus élevés en riz, produits maraichers, bananes et maïs. Cependant, ces rendements ne sont pas encore assez élevés pour permettre de concurrencer efficacement les mêmes produits importés. La vente de production agricole constitue la principale source de revenus. Cependant les ménages pauvres dépendent à au moins 45 % de la vente de main d'œuvre. Les deux principales sources de nourriture, toutes catégories confondues, sont les marchés et la production agricole propre. Les inondations constituent le principal risque de la zone; celles de 2008 avaient sérieusement endommagé les infrastructures d'irrigation du périmètre rizicole de l'Artibonite.

Zone d'agriculture de montagnes humides

La zone la plus étendue, elle couvre environ le tiers du pays et s'étend sur les grandes chaînes de montagnes du pays notamment sur la dorsale centrale de la péninsule Sud. Dernière à être déboisée, en raison de son relief accidenté et de son enclavement, cette zone très vulnérable à l'érosion hydrique (pentes de 20 à 80 pourcent) fait face maintenant à la production de charbon de bois et à l'extension des cultures. Cela expose les zones en contre-bas aux éboulements, aux ravinements et aux inondations. L'agriculture et l'élevage constituent la base de l'économie de la zone. Les bonnes routes bitumées, bien entretenues, sont relativement rares, ce qui rend l'approvisionnement de la zone et la commercialisation des produits difficiles et coûteux. Les ménages très pauvres tirent leurs revenus surtout de leur force de travail, les ménages moyens surtout de la vente des produits agricoles, et les ménages riches surtout du commerce. Contrairement aux autres zones, les ménages de la zone 3 tirent la plus grande proportion de leur nourriture de leur propre production. Même les ménages pauvres produisent environ 40 pourcent-50 pourcent de leur nourriture. Les fortes pluies constituent le principal risque de la zone car elles provoquent des éboulements et la rendent encore plus isolée. Les stratégies de survie des pauvres sont la vente accrue de main-d'œuvre et la fabrication du charbon de bois.

Zone Agro-pastorale de Plateau

Elle est formée d'un grand bloc continu situé dans le Département du Centre et représentant au moins 90 pourcent de la zone. Toute la zone couvre environ de 10 à 15 pourcent du territoire national. Son environnement est dégradé suite à la déforestation et à l'érosion des sols. L'économie est dominée par l'élevage, l'agriculture, la production de charbon et les échanges avec la République Dominicaine. Les principaux risques sont les fortes pluies (rendant les routes impraticables ce qui fait augmenter les prix des aliments, du carburant et des intrants), la fermeture de la frontière avec la République Dominicaine et les maladies. Les pauvres dépendent surtout de leur force de travail, alors que les ménages moyens et riches tirent leurs revenus (environ 40 pourcent à 45 pourcent respectivement) de la vente du bétail.

Zone Agro-pastorale

Cette zone couvre environ 5 à 10 pourcent du territoire national et est surtout située en altitude intermédiaire dans les départements du Sud-Est, Sud et Grande-Anse. Les ménages des catégories moyennes et riches possèdent du bétail (en moyenne de 10 à plus 25 têtes de bétail constituées de bovins, caprins, porcins, équins). Les pauvres possèdent aussi quelques unités de petit bétail alors que les très pauvres ne peuvent en profiter que par le gardiennage. Les très pauvres tirent l'essentiel de leurs revenus de la vente de main d'œuvre et de dons. Les pauvres vendent aussi du petit bétail, du charbon de bois et du petit commerce. Les moyens vendent des produits agricoles, du bétail ou des produits animaux; ils pratiquent aussi du commerce et reçoivent quelques transferts. Pour se nourrir, toutes les catégories dépendent en partie du marché. Pour les très pauvres et les pauvres, les fruits de leur force de travail, rémunérée en nature ou en espèces, constituent leur principale source de nourriture. Les moyens et les riches consomment en partie leur propre production agricole et d'élevage. Les mieux lotis font aussi du transport et reçoivent des transferts de l'étranger.

Zone sèche d'agriculture et de pêche

Couvrant environ 15 à 20 pourcent du territoire national, cette zone longe les côtes de la péninsule Sud ou fait la transition entre les plaines littorales de monoculture et la zone de montagnes humides. L'agriculture y est marginale car les sols dénudés et érodés sont peu fertiles. Même les ménages pauvres donnent la priorité à l'élevage du petit bétail car les risques et les coûts d'entretien sont plus faibles. Pour les ménages pauvres, la vente de leur travail constitue la principale source de revenus, suivie de la vente de production agricole, du charbon ou -pour ceux qui vivent dans la zone côtière- de produits de pêche. Pour les ménages moyens et mieux lotis, la production agricole, le commerce et la vente de bétail sont les principales sources de revenus. Pour toutes les catégories, l'achat vient en tête dans l'acquisition de la nourriture. C'est pour cela que la hausse des prix des aliments de base était citée comme un risque très important. La zone est aussi vulnérable aux intempéries, lesquelles rendent l'accès à la mer difficile pour pêcher.

Production de sel marin

Cette zone limitée à une petite frange littorale près de la ville de Gonaïves (département de l'Artibonite) couvre une superficie négligeable qu'elle n'est même pas utilisée dans l'échantillonnage des enquêtes d'insécurité alimentaire. L'agriculture et l'élevage y sont marginaux. Les pauvres tirent au moins 75 pourcent de leurs revenus de la vente de main d'œuvre, surtout dans les salines. Les catégories des ménages moyens et des mieux lotis vivent surtout de la vente du sel et des produits agricoles récoltés sur les mornes sèches avoisinantes. Pour toutes les catégories de richesse, plus de ¾ des aliments proviennent des achats. Les principaux risques de la zone sont les cyclones et les inondations car ils détruisent les salines et emportent les stocks de sel encore gardés sur les sites.

ZONES LES PLUS EXPOSEES A L'INSECURITE ALIMENTAIRE CHRONIQUE

Les trois zones de modes de vie qui ont les plus fortes prévalences d'insécurité alimentaire modérée– sur base des indices de diversité de la diète- sont la zone 1 'agro-pastorale sèche', la zone 4 'agro-pastorale de plateau' et la zone 3 'agriculture de montagne humide' (Tableau 3.2).²⁶ Alors que la moyenne nationale de prévalence d'insécurité alimentaire était de 38 pourcent (insécurité alimentaire modérée pour 30 pourcent et sévère pour 8 pourcent), ces trois zones avaient des taux de prévalence de 52 pourcent, 43 pourcent, et 42.6 pourcent respectivement. Quatre ans auparavant, l'Analyse Compréhensive de Sécurité Alimentaire et de Vulnérabilité (ACSAV) du PAM avait aussi classé ces trois zones dans le même ordre par rapport à l'insécurité alimentaire.²⁷ La zone de mode de vie la moins vulnérable était celle de 'plaines de monoculture'; elle n'atteignait cependant pas la sécurité alimentaire des zones urbaines.

Les deux départements qui étaient les plus en insécurité alimentaire étaient l'Artibonite (55 pourcent des ménages) et le Nord-Ouest (46 pourcent); ces deux départements contiennent la quasi-totalité de la zone 1 'agropastorale sèche' (Tableau 3.2). Le département du Sud-Est venait en troisième lieu avec un pourcentage de population en insécurité alimentaire estimée à 41 pourcent. Il convient de noter que les départements renferment plusieurs zones de modes de vie et ne sont donc pas aussi homogènes que les zones de modes de vie.

Les rapports de suivi des zones en insécurité alimentaire corroborent ces résultats. Par exemple En 2012, le projet FANTA-2 de l'USAID²⁸ en compilant en 2012 les cartes d'insécurité alimentaire incluses dans les bulletins mensuels de FEWS NET a relevé que les départements suivant avaient été le plus souvent classés dans la Phase 3 'Crise' dans le cadre des 'Phases Intégrées de Classification (IPC en anglais)' au cours des 5 dernières années:

- 1) Le Nord-Ouest (fréquence de 13 fois sur 18), en particulier la commune de Bombardopolis située dans la zone agro-pastorale sèche;
- 2) L'Artibonite (12 fois sur 18), en particulier les communes d'Anse Rouge et de Baie-des-Hennes situées aussi dans la zone agro-pastorale sèche; et
- 3) Le Sud-Est (10 fois sur 18), en particulier les communes de Côte de Fer, Belle Anse, et Anse à Pitres situées dans la zone 6 'zone sèche d'agriculture et de pêche.'

Les crises aiguës d'insécurité alimentaire sont presque toujours provoquées par les aléas climatiques. Ils se manifestent rarement sur toute une zone de mode de vie ou sur tout un département, mais plutôt sur des communes ou parties de communes. La zone qui est presque constamment en insécurité alimentaire, et que l'on peut donc qualifier de zone à insécurité alimentaire chronique, est la zone 1 'agro-pastorale sèche', celle qui couvre une grande partie des départements du Nord-Ouest et de l'Artibonite.

Tableau 3.2. Pourcentage de ménages par niveau d'insécurité alimentaire par zone de mode de vie et par département en 2011

Par rapport aux zones de mode d'existence				Par rapport aux départements			
	Niveau d'insécurité alimentaire (%)		Total		Niveau d'insécurité alimentaire (%)		Total
	Elevé*	Modéré**			Elevé*	Modéré**	
Agro-pastorale Sèche	12.8	39.4	52.2	Artibonite	13.9	41.1	54.9
Plaine en Monoculture	5.9	28.9	34.8	Nord-ouest	8.3	37.9	46.1
Agriculture Montagne Humide	10.5	32.1	42.6	Nord	5.8	23.1	28.9
Agro-pastorale de Plateau	10.3	32.8	43.1	Nord-est	6.2	24.5	30.5
Agro-pastorale Semi- humide	6.9	34.5	41.4	Centre	6.9	26.4	33.3
Agriculture Sèche et Pêche	7.0	33.9	40.8	Ouest	6.9	26.9	33.8
Urbain- Zone Métropolitaine	7.5	25.9	33.4	Sud	9.6	31.4	41.1
Urbain- autre	6.0	23.3	29.3	Sud-Est	6.1	31.1	39.2
				Nippes	5.7	24.5	30.7
				Grand' Anse	7.0	26.0	32.7
National	8.1%	29.9%	38%	National	8.1%	29.9%	38%

Source: CNSA, 2011, Enquête Nationale de Sécurité alimentaire

MODES D'EXISTANCE DANS LES BIDONVILLES DE LA REGION METROPOLITAINE DE PORT-AU-PRINCE

En collaboration avec CNSA, Concern et CHF, FEWS NET a également mené en avril 2009 une étude de mode de vie dans les bidonvilles des communes Carrefour, Cité Soleil, Delmas, Pétionville, Port-au-Prince et Tabarre dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Il est prévu d'actualiser cette étude en 2014 car elle date maintenant de presque cinq ans et du fait que le séisme de janvier 2010 a sans doute modifié les conditions de vie dans certaines zones de ces communes. Il faut noter que les bidonvilles peuvent se retrouver justes à côté des quartiers aisés.

Les chefs de famille des ménages pauvres gagnent leur vie en travaillant comme ouvriers journaliers non spécialisés, comme porteurs ou vendeurs de menus articles dans les rues (voir Tableau 3.3). Toutes les catégories dépendent du marché pour acquérir les aliments. Les pauvres dépensent environ 6,000 gourdes (équivalent à environ 140 dollars US) par ménage par mois mais ne parvenaient qu'à couvrir autour de 90 pourcent de leurs besoins journaliers de 2,100 kilocalories. Leur insécurité alimentaire se détériore rapidement quand les prix des aliments augmentent. La diète des habitants des bidonvilles est surtout composée de riz, du pain, des haricots, du sucre, de l'huile végétale et du spaghetti. Les aliments traditionnels tendent à disparaître dans les cités.

La rentrée des classes et la période des grandes fêtes (Noël et Nouvel An, Pâques) constituent des périodes difficiles pour les ménages qui ne reçoivent pas des transferts de la diaspora, car tout le monde veut dépenser plus durant ces périodes. Les dépenses scolaires (frais scolaires, uniformes, transport, argent de poche pour manger en dehors de la maison) constituaient alors environ 10 pourcent des dépenses pour toutes les classes socio-économiques. La politique de gratuité de l'enseignement primaire publique permet maintenant à des ménages pauvres de pouvoir envoyer et maintenir leurs enfants à l'école. Cependant, 80-85 percent des écoles, même en milieux pauvres, sont privées et ne bénéficient pas encore de cette politique.

Les principaux risques des populations des bidonvilles étaient les augmentations de prix, l'insécurité civile, les cyclones et les inondations. Les stratégies de survie des pauvres étaient la réduction des dépenses non essentielles, l'augmentation du nombre de jours de travail, la demande d'aide à des membres de la diaspora, ou la mise en gage des biens pour accéder au crédit.

Tableau 3.3. Sources de revenus par groupe de richesse dans les bidonvilles de Port-au-Prince

Type de ménages	Revenus mensuels (gourdes)	Types d'emplois
Très pauvres	9,500-12,500	<ul style="list-style-type: none"> • Menu commerce: vente d'aliments (mangues, pâtés, arachides grillées), charbon, savon,... • Travail occasionnels: manœuvre sur les chantiers de construction ou à l'usine, ouvrier journalier, porteur, lavage de véhicules,... • Un peu de transferts de la diaspora²⁹
Pauvres	12,500-17,500	<ul style="list-style-type: none"> • Commerce ambulat: nourriture, articles de beauté, habits, charbon de bois, ... • Travail occasionnel: ouvrier de la construction, taxi moto... • Colporteur: vente d'arachide, bonbons, cartes de téléphone, savon,... • Transferts de l'étranger
Moyens	17,500-25,000	<ul style="list-style-type: none"> • Petit commerce : petite kiosque ou étalage (vente de vêtements, nourriture, produits cosmétiques, ..), restaurant de rue, propriétaire de taxi-moto, artiste,... • Salariat: enseignant, technicien... • Travail informel spécialisé: contremaître, mécanicien, maçon...
Plus aisés	25,000-45,000	<ul style="list-style-type: none"> • Commerce: Magasin/propriétaire de restaurant, grossiste, transporteur, usurier, directeur d'école, commissionnaire, propriétaire de maison ou de véhicule • Salariat: fonctionnaire, employé d'une grosse compagnie privée • Transferts

Source : FEWS NET, 2009



RESSOURCES ADDITIONNELLES

[CNSA, 2011. Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire](#)

[Food and Nutrition Technical Assistance \(FANTA\)/USAID- November 2011. Haiti Prospective Food Security Assessment](#)

[Fintrac Inc. 2013. Haiti USAID/BEST Analysis.](#)

Disponibilité des aliments de base

APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE NATIONAL

Bilan alimentaire

Haïti couvre environ la moitié de ses besoins alimentaires à partir des importations commerciales; l'autre moitié provient de la production locale et de l'aide alimentaire. La quote-part nationale dans la couverture des besoins alimentaires est en augmentation depuis les années 2004 où elle ne représentait qu'environ 43%. Cela est en grande partie dû à l'expansion des tubercules et des racines car certaines productions telles que celles du riz stagnaient alors même que leur consommation augmentait. Cependant, la FAO estimait que pour les années 2010 à 2012, le pays atteignait tout juste la norme internationale de consommation en calories (2080 kcal contre la norme de 2100 kcal).

Importations des aliments de base

Haïti dépend plus des importations pour la totalité de sa consommation de farine de blé et d'huile végétale, et pour environ 80 pourcent pour le riz. Comme développé plus loin dans la section élevage, Haïti importe aussi la plus grande partie de sa consommation de lait, d'œufs, de poulets de chair et de poisson. Les importations totales de maïs ont été estimées pour l'année 2012 à 20,000 MT,³⁰ soit environ 10 pourcent de la production nationale. Ces importations auraient été particulièrement importante cette année-là, en particulier les importations transfrontalières informelles en provenance de la République Dominicaine. Les importations officielles de maïs américain, qui se font surtout sous forme de farine et de semoule (i.e. farine moins finement moulu) ont été estimées à 4.3 MT en 2012,³¹ soit moins de 2 pourcent de la production nationale. Les quantités d'aliments de base qui traversent informellement la frontière avec la République Dominicaine sont difficile à estimer et changent de direction dépendant des conditions d'offre et de demande; les produits agricoles les plus concernés sont le maïs, les haricots et le pois Congo.

Bien que ne constituant qu'environ 9 pourcent de la production nationale des céréales, le riz est beaucoup consommé dans le pays, sans doute à cause de sa disponibilité et sa facilité de conservation et de cuisson. Sa consommation progresse constamment et est en phase de devenir l'aliment de choix même pour les pauvres. En raison des volumes requis et des prix plus favorables, les besoins en riz sont à 80 pourcent satisfaits grâce aux importations. Le riz importé provient des pays du Sud-Est asiatique, tels le Vietnam et la Thaïlande, mais certains importateurs l'achètent auprès des sociétés américaines l'ayant importé d'Asie. Le riz produit en Haïti coûte plus cher que le riz importé, une des raisons étant qu'Haïti se spécialise dans du riz de luxe. Une des raisons de cette différence de prix est que la chaîne de valeur du riz importé est plus efficiente et jouit d'économies d'échelle dont le riz national ne peut pas se prévaloir.

RESOURCE-CLEFS DE FEWS NET HAITI SUR L'ACCES AUX ALIMENTS

[Haïti Bulletin de Prix : archive](#)

[Evaluation rapide des systèmes d'information agricole en Haïti, 2007](#)

[Cartes de flux régionaux du haricot](#)

[Cartes de flux régionaux du maïs](#)

[Carte de flux régionaux du riz](#)

[Carte de flux régionaux des tubercules](#)

Production nationale d'aliments de base

En raison surtout des faibles rendements agricoles et du manque compétitivité de la production vivrière locale, la structure de la production nationale n'est pas alignée avec les tendances de la consommation. Ceci est en particulier le cas pour le riz. Les cinq principaux aliments produits dans le pays, en termes d'équivalents-céréales, étaient en 2012-2013 le maïs (27 pourcent du total de la production nationale), le manioc (17 pourcent), les bananes (11 pourcent), le sorgho (9 pourcent) et le riz (9 pourcent) (voir Tableau 1 de l'Annexe). Les aliments les plus consommés sont par contre le riz (34% du total des aliments consommés), les tubercules (18 pourcent), les légumineuses (18 pourcent), le maïs (12 pourcent) et la farine de blé (9 pourcent). Le haricot est la culture qui apporte le plus de protéines dans l'alimentation haïtienne. Les besoins en sorgho et tubercules sont couverts par la production nationale, mais le blé et le riz sont surtout importés. Les cultures vivrières de base sont produites en toutes saisons, mais surtout en saison de printemps (voir Tableau 2 de l'Annexe).

Exprimé en termes de besoins, la quote-part nationale des disponibilités est globalement en augmentation depuis les années 2004 où elle ne représentait qu'environ 43 pourcent. Cela est en grande partie en raison de l'expansion des tubercules et racines, car certaines productions telles que celles du riz stagnaient alors même que leur consommation augmentait. Par ailleurs, la FAO estimait que pour les années 2010 à 2012, le pays couvrirait seulement 2080 kcal/habitant/jour, contre une norme internationale de 2100 kilocalories.

Figure 4.1. Rendements céréaliers moyens, Haïti, Cuba et République Dominicaine, 1998–2011

	1998–2002	2003–2007	2008–2011
Haïti	912	947	941
Cuba	2,632	2,874	2,325
République Dominicaine	4,073	4,052	3,299

Source: Welt Hunger Hilfe, IFPRI, Concern, 2013. Global Hunger Index Bank (2013a).

Les rendements des cultures sont extrêmement faibles. Les rendements moyens des céréales sont très faibles comparés à ceux des pays voisins³²

(voir tableau 4.1). En 2012-2013, ils n'ont été que de 2 à 3 tonnes pour le riz paddy et de 10 à 20 tonnes par hectare pour les racines et tubercules ;³³ ces rendements représentent moins de la moitié de leur potentiel. Plus inquiétant encore, la production nationale de certains aliments comme le riz dont la consommation ne cesse d'augmenter stagne (voir Figure 4.2). Cependant, des programmes d'amélioration de rendements sont en cours, notamment dans la Plaine de Torbeck au Sud du pays.

Figure 4.2: Production de riz en Haïti et importation des Etats-Unis, 1980-2008



Source : USDA - FAS and FAO (cité par USAID/FANTA 2)

La production agro-alimentaire haïtienne fait face à plusieurs contraintes telles que la réduction de la taille des exploitations, l'insécurité foncière, le déclin de la fertilité des sols, la faible disponibilité ou accès aux intrants de qualité, l'insuffisance des services de recherche et de vulgarisation, les pertes après-récoltes et le mauvais état des routes en saison de pluies. Le pays réalise dans tous ces domaines des progrès importants dans le cadre du programme de réhabilitation et de la politique agricole 2010-2025.

La production agricole varie très peu d'une année à l'autre, car les déficits dans une zone sont généralement compensés par des excédents dans une autre. Les variations de production estimées sur des périodes quinquennales

au cours des 20 dernières années sont situées à l'intérieur d'une petite fourchette de seulement de -7.15 pourcent à 3.15 pourcent, ce qui est très faible pour une agriculture essentiellement pluviale. Au cours des cinq dernières décennies, le taux de croissance moyen de la production agricole a été inférieur à 1 pourcent. La production par habitant a donc beaucoup décliné, puisque la population augmente de 1.9 pourcent par an en moyenne.

Aide alimentaire

L'aide alimentaire représentait entre 2 et 4 pourcent des besoins nationaux de consommation, un pourcentage faible des besoins moyens, mais qui peut augmenter considérablement en cas de désastres; elle a ainsi augmenté en 2010 pour atteindre 7 pourcent des besoins suite au séisme de janvier de cette année-là. Les deux plus grands pourvoyeurs d'aide alimentaire sont l'USAID (à travers son programme Titre II) et le PAM (voir Tableau 4.3). Le Gouvernement américain a financé environ le tiers de l'aide alimentaire du PAM au cours de cette période.

Tableau 4.3. Evolution de l'aide alimentaire (en Tonnes)

Année	2008	2009	2010	2011	2012	Total
USAID Titre II	26,180	24,800	69,470	23,850	11,578	155,878
WFP	50,342	65,835	127,177	72,147	39,885	355,386
Total	76,522	90,635	196,647	95,997	51,463	511,264

Source: Fintrac, USAID BEST, 2013

Les principales organisations de distribution d'aide alimentaire en nature sont en train d'expérimenter d'autres options de distribution, notamment l'utilisation des coupons que les bénéficiaires présentent aux commerçants participants pour se faire servir. Les commerçants par la suite présentent les coupons à leurs émetteurs ou à leurs représentants pour se faire rembourser. Avec l'amélioration du réseau routier national, les marchés seront plus intégrés entre eux et mieux approvisionnés, ce qui devrait encourager l'extension de ce programme.

Le PAM en collaboration avec le MARNDR et la Coopération Française a aussi expérimenté l'achat des aliments sur le marché local, au lieu du marché international. Les programmes d'achats locaux sont conçus pour stimuler la production nationale. En 2012, le PAM a acheté sur le marché local 3,400 TM de riz, maïs et lait pour son programme de cantines scolaires.³⁴ Avec le grand marché institutionnel du PAM, les producteurs des zones et des produits ciblés devraient être capables d'utiliser davantage d'intrants pour augmenter les rendements et les productions. Les approches d'évaluation des marchés lors des opérations d'urgence (Emergency Market Mapping and Analysis-EMMA), telles que celles qui ont été réalisées sous l'égide de l'International Rescue Committee pour le riz et le haricot juste après le tremblement de terre de Janvier 2010, ont montré que le secteur privé restait en mesure d'approvisionner les marchés et de servir les populations les plus affectées par les désastres. Cela suppose naturellement que ces populations soient d'abord aidées financièrement à restaurer leur pouvoir d'achat.³⁵ Cette aide pourrait venir justement sous forme de coupons ou sous forme de transferts conditionnels ou inconditionnels d'argent aux plus pauvres ou aux familles les plus affectées par les désastres naturels.

Cultures de rente

Les cultures traditionnelles de rente, qui étaient auparavant des cultures d'exportation (café, canne à sucre, cacao) ont perdu beaucoup de terrain au cours des trois dernières décennies, suite à la chute des prix, résultant entre autres de la concurrence internationale et de la perte

Tableau 4.4. Evolution des exportations (millions \$US)

Années	2009	2010	2011
Total Exportations	661,371	695,279	884,091
Produits agricoles	36,962	38,923	43,141
Fruits (surtout mangues)	13,561	10,767	14,932 (35% exp. agri)
Poissons et crustacés	5,406	7,459	11,171 (26% exports agri)
Cacao	9,051	13,893	7,494 (17% exp. agri)
Boissons, alcool/vinaigre	2,328	2,037	3,301 (8% exp. agri)
Café	3,184	1,909	2,774 (6% exp. agri)
Huiles essentielles	1,251	1,246	1,215 (3% exp. agri)

Source : USAID/BEST (2013)

d'intérêt par les agriculteurs. Ces cultures, à l'exception de la canne à sucre, sont encore exportées mais en plus faibles quantités. En 2011, les fruits –dominés par la mangue- constituaient plus du tiers des exportations agricoles. Ces dernières ne comptaient que pour 5 pourcent des exportations totales du pays (Tableau 4.4).

Même si elles sont surtout consommées dans le pays, les vraies cultures de rente pour les paysans sont maintenant les cultures vivrières telles que racines et tubercules, bananes, riz, haricot et pois Congo. Leur marché et les prix sont en effet plus garantis car les ménages –même ruraux- dépendent plus du marché que de leur production Propre. Ce processus devrait s'accélérer avec l'urbanisation et la création d'emplois dans le secteur textile.

Production de l'élevage et de la pêche

L'élevage est généralement intégré à l'agriculture. Selon une enquête de la CNSA, environ 70 pourcent des agriculteurs pratiquent l'élevage en Haïti. L'élevage constitue un moyen d'épargne auquel les ménages ont recours pendant les périodes difficiles comme les périodes de soudure. Aussi, plus on possède d'animaux (même des poules), plus on est en sécurité alimentaire. L'enquête a en effet trouvé que les ménages en insécurité alimentaire n'avaient qu'une moyenne de 3 poules, contre 7 pour les ménages en sécurité alimentaire. L'élevage contribue peu à l'alimentation car seuls 9 pourcent des protéines consommées seraient d'origine animale en 2007-2009 ;³⁶ mais beaucoup à la qualité de la diète en raison de la teneur élevée et équilibrée des produits animaux en protéines et en micronutriments.

L'élevage se fait à plus de 90 pourcent en petites exploitations familiales et comptait en 2010 un effectif d'environ un demi-million de bovins, un million de porcs, un million et demi de caprins et quatre millions de volaille.³⁷ Le nombre moyen d'animaux possédés par un agriculteur est de 9 volailles, 2 cabris, 1 porc et 1 bovin. Il n'y a pas une grande différence entre zones de modes de vie en ce qui concerne l'importance de l'élevage, exception faite de la zone agro-pastorale semi-humide qui aurait environ le double de la moyenne nationale de porcs par ménage agricole. Il n'y a pas non plus de variations significatives de production d'une année à l'autre, sauf s'il y a des épidémies non contrôlées, ce qui est rare. La maladie de New Castle cause des pertes de poules très graves. Il y a aussi la maladie du « Teschen » qui décime les effectifs de porcs depuis 3-4 ans.

Le pays importe plus de produits animaux qu'il n'en exporte. Bien qu'il exporte, vers la République Dominicaine, environ 50,000 de caprins annuellement (pour environ 2 millions de dollars US), des bovins et des poules rustiques, il importe 90 pourcent de ses consommation de lait et de produits laitiers (les deux pour un équivalent-lait de 90,000 tonnes pour une valeur d'environ 40 millions de dollars US) et en œufs (360 millions d'œufs par an pour une valeur approximative de 20 millions \$US). Il importe enfin environ 2,5 millions de poulets par mois.³⁸ Cependant, le MARNDR estime que si les rendements étaient améliorés, le demi-million de vaches adultes en Haïti suffirait à pour satisfaire la demande solvable en lait et produits laitiers. Les programmes de développement en cours pourraient réduire à moyen et long terme la dépendance du pays dans le domaine des productions animales et halieutiques. Les principales contraintes rencontrées en élevage sont les maladies et parasites du bétail (cités par 48% des ménages), le vol du bétail (12 pourcent), le manque de nourriture (12 pourcent), et le manque de service de soutien (12 pourcent).³⁹

Dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, Haïti possède un grand potentiel mais qu'il exploite peu jusqu'ici. En effet, malgré une longueur de côtes de 1,770 km et 22,000 ha de plans d'eau, sa production actuelle de poisson n'est que de l'ordre de 16,000 tonnes par an. De cette quantité, environ 400 tonnes proviennent de l'aquaculture, notamment dans le Département du Centre. Au niveau national, 3 pourcent des ménages agricoles s'adonnent aux activités de pêche⁴⁰ pour compléter leur alimentation et augmenter leurs revenus.

En 2007, Haïti a importé du poisson et des fruits de mer pour US\$ 16 millions de dollars et n'en a exporté que pour 6 à 7 millions de dollars US. Les importations concernaient surtout le chinchard congelé, le hareng salé et des conserves de poissons, tandis que les exportations consistaient surtout en langoustes et de crevettes.⁴¹ L'insuffisance des équipements de pêche adéquats pour la pêche en haute mer et d'équipements de transformation et de conservation, la destruction de la mangrove⁴² pour la production de charbon de bois, le manque de formation et d'organisation, constituent les contraintes les plus importantes pour le secteur de la pêche en Haïti. Des efforts sont en train d'être déployés pour améliorer la pêche en haute mer grâce à la mise en place des dispositifs de concentration de poissons ainsi que par l'acquisition d'équipements de pêche et de congélateurs.

Systemes de marchés des aliments de base en Haïti

L'offre et la demande globale d'aliments sont à peu près équilibrées par le marché, puisque l'aide alimentaire couvre une très faible part des besoins nationaux. Cependant le niveau de consommation est très bas ne couvrant qu'à peine les besoins requis. Certaines zones de modes de vie ou communes sont le plus souvent excédentaires en certains produits vivriers (exemple : plaine irriguée de l'Artibonite pour le riz), alors que d'autres sont le plus souvent déficitaires (exemple : bas Nord-ouest dans la zone 1 'agro-pastorale sèche'). Une zone peut aussi être excédentaire cette années et déficitaire l'année suivante, selon les cultures et les aléas climatiques. Le Tableau 3 de l'Annexe propose par département les communes le plus souvent excédentaires ou déficitaires.

Les marchés haïtiens peuvent se classer en marchés de production et en marchés de consommation. La zone métropolitaine est le principal marché de consommation du pays, en raison de sa population et de son pouvoir d'achat relativement plus élevé; son plus grand marché est Croix-de-Bossales, le marché d'ailleurs le mieux intégré au reste du pays⁴³. Port-au-Prince possède aussi les plus grands ports par lesquels passe le gros des importations d'aliments. Les zones le plus excédentaires approvisionnent les zones déficitaires, lesquelles peuvent être aussi bien à l'intérieur du pays ou dans la République Dominicaine voisine.

Il y a un très petit nombre d'acteurs dans les niveaux de la chaîne de marchés exigeant de grands moyens, par exemple de l'importation et du commerce de gros. La concurrence à ces niveaux est donc faible et les gros acteurs parviennent probablement à avoir des marges élevées. Au fur et à mesure que l'on descend vers les marchés de détail, il y a de plus en plus d'acteurs. Même les pauvres sont impliqués à travers le menu commerce de rue des produits agricoles (fruits, arachides grillés, bonbons). La concurrence y est donc très forte et les marges surement faibles. Les Madam Sara, des femmes dynamiques intervenant aux niveaux intermédiaires, surtout comme semi-grossiste, visitent pratiquement tous les marchés locaux ou régionaux du pays sur lesquels elles achètent ou vendent les produits dépendant des opportunités. Ce sont elles qui assurent l'intégration des marchés du pays, achetant sur marchés excédentaires pour revendre sur les marchés déficitaires. Les Figures 4 et 5 de l'Annexe montrent les flux et les intervenants dans le commerce national ou régional du haricot en temps normal ou suite à un désastre comme le séisme de janvier 2010.⁴⁴ Les circuits privés de commerce sont très résilients par rapport aux désastres et se rétablissent rapidement après ces derniers, surtout si des interventions visant à restaurer le pouvoir d'achat des populations affectées se mettent rapidement en place.

Politiques nationales en matière de commercialisation et d'importations alimentaires

L'Etat haïtien a une politique très libérale vis-à-vis du commerce des produits alimentaires. Il ne fixe pas de prix ni aux producteurs ni aux consommateurs. Il ne détient pas de stocks de réserve et, sauf à de rares exceptions comme lors des manifestations en 2008 contre la cherté de la vie et en 2013 en important du riz pour en faire baisser le prix, n'accorde pas de subventions aux produits alimentaires de base. Même en 2008, les subsides de près de 10 pourcent du prix de gros instaurés sur le prix du riz importé pour juguler l'inflation n'ont duré que quelques mois, probablement en raison de la capacité limitée du budget national. Le Gouvernement subsidie les facteurs de production, tels que les engrais chimiques, les semences et l'eau d'irrigation. Les quantités de ces intrants subsidiés restent cependant faibles par rapport aux besoins.⁴⁵ En dépit de la politique commerciale libérale d'Haïti, les relations commerciales avec la République Dominicaine sont parfois tendues et suscitent l'imposition de barrières tarifaires ou non-tarifaires aux produits exportés. Le commerce informel s'arrange cependant pour se poursuivre, en dehors des postes frontaliers officiels, en attendant que les conflits commerciaux se règlent à l'amiable.

Accès Aux Aliments

ACCÈS SOCIO-ÉCONOMIQUE

Le problème d'insécurité alimentaire en Haïti est avant tout un problème d'accès, d'autant plus que les ménages se procurent la plus grande partie de la nourriture qu'ils consomment par achat sur le marché. Aussi, pour la grande majorité des ménages, les revenus sont faibles par rapport au coût de la vie, ce qui rend difficile de joindre les deux bouts du mois. Lorsque les prix des aliments augmentent considérablement sur les marchés, en fonction par exemple des prix des céréales et du pétrole sur le marché international, les ménages ont beaucoup de problèmes à se nourrir, d'autant que le gros de leurs revenus monétaires sert à l'alimentation (à raison d'une moyenne de 63 pourcent au niveau national). Le niveau de richesse en Haïti est beaucoup plus faible que dans les autres pays de la région Amérique Latine et Caraïbes et n'a pratiquement pas augmenté, alors que le coût de la vie, exprimé par l'inflation, ne cesse d'augmenter.

La pauvreté touche la majorité des ménages en Haïti. En 2001, le pourcentage de la population vivant dans l'extrême pauvreté (i.e. vivant sur moins de l'équivalent de 1 dollar US par jour) était de 55 pourcent au niveau national.⁴⁶ Ce pourcentage se désagrègeait comme suit selon les milieux de résidence : milieu rural: 58 pourcent; aire métropolitaine de Port-au-Prince: 20 pourcent; autre milieux urbains : 50 pourcent. La pauvreté relative, correspondant à un seuil de \$2 par jour, touchait 76 pourcent de la population totale; ce pourcentage se décomposait en 82 pourcent en milieu rural pur, 41 pourcent dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince et 69 pourcent dans les autres milieux urbains. Compte tenu de la faible croissance économique que le pays a connue au cours des douze dernières années, et des désastres qu'il a subis, il est fort probable que les niveaux de pauvreté soient au moins aussi élevés en 2013.

La répartition des richesses dans le pays est très inégale car les 10 pourcent des ménages les plus riches détiennent, si on retient les estimations de 2001, 68 pourcent des revenus totaux des ménages du pays. Par ailleurs, les derniers 40 pourcent des ménages par niveaux de pauvreté possèdent seulement 9 pourcent de la richesse du pays.

La pauvreté touche certains départements et zones de modes de vie plus que d'autres. Selon l'enquête sur les conditions de vie, la pauvreté extrême et la pauvreté relative étaient les plus répandues dans le département du Nord-Est (voir Figure 5.1). Elles étaient les moins répandues dans le département de l'Ouest où la majorité des ménages habite dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. L'enquête sur la sécurité alimentaire de 2011 a établi que les ménages les plus susceptibles d'être pauvres étaient les ménages ruraux, ceux dont les chefs étaient sans emploi ou avaient un emploi journalier, et dont les chefs n'avaient pas d'éducation scolaire ou étaient des femme.⁴⁷ Quand ces caractéristiques se retrouvent chez le même ménage, ce dernier sera naturellement très pauvre. Les enquêtes sur les modes de vie de FEWS NET de mai 2005 a permis de préciser que les pauvres en milieu rural possèdent très peu d'actifs productifs, gagnent leur vie surtout par le travail agricole journalier, le plus précaire, et achètent plus de nourriture sur les marchés qu'ils n'en produisent. Les ménages agricoles pauvres, plus encore que les autres catégories de richesse, sont des acheteurs nets d'aliments.

Figure 5.1 : Répartition de la pauvreté

Département	Ménages en pauvreté extrême (%)	Ménage en pauvreté relative (%)	Population département
Ouest	32	57	2 980 300
Sud Est	65	87	493 010
Nord	67	84	828 188
Nord Est	84	94	312 710
Artibonite	68	89	1 113 821
Centre	61	85	553 239
Sud	68	86	699 057
Grand Anse	66	87	691 473
Nord-Ouest	70	91	430 955
Pays	55	76	8102754

Source : IHSI/PNUD/FAFO. ECVH, 2001

La zone 1 Agro-pastorale sèche est la plus vulnérable au faible accès aux aliments. Ce sont les zones de modes de vie 1- Agro-pastorale sèche, 2- Plaines en monoculture et 6- Sèche d'agriculture et de pêche- qui ont les plus grands pourcentages de revenus (entre 60 et 75 pourcent) des ménages pauvres provenant du travail le plus précaire, le

travail agricole journalier. C'est malheureusement aussi dans la zone 1 que les ménages pauvres dépendent le plus des marchés pour se nourrir; dans cette zone, les ménages pauvres seront donc plus vulnérables aux augmentations des prix des aliments. Leur vulnérabilité s'accroît quand les adultes ne trouvent pas du travail agricole. Cela arrive le plus souvent quand la récolte a été mauvaise (résultant en augmentation des prix), faisant que les paysans plus aisés n'aient pas assez de revenus pour embaucher une grande main-d'œuvre. La zone agriculture sèche, et les départements du Nord-Ouest, Artibonite et Ouest (notamment l'île de la Gonâve) et Sud, sont donc très exposés à des crises aiguës d'insécurité alimentaire liées à un faible accès aux aliments. La commune d'Aquin serait dans la même situation, mais il semble qu'elle bénéficie d'un apport important de la diaspora vivant en France et dans ses territoires d'outre-mer.

Emplois et productivité du travail

Estimé à 40.6 pourcent au niveau national⁴⁸, le taux de chômage est très élevé en Haïti, particulièrement en milieu urbain. Ce taux n'était pas uniforme non plus à travers le pays puisqu'il était de 52.1 pourcent dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, 46.6 pourcent dans les autres milieux urbains et 34.2 pourcent dans le milieu rural. Les emplois, essentiellement agricoles, sont cependant très faiblement rémunérés en milieu rural, ce qui fait que la pauvreté y est plus prépondérante et que beaucoup de gens continuent à migrer vers les villes à la recherche de meilleures conditions de vie.

La productivité du travail, autre composante de la richesse, est réputée très faible. Les rendements agricoles sont extrêmement bas (voir Tableau 4.1) et les exploitations familiales très petites. Ces deux facteurs expliquent le niveau élevé de pauvreté rurale en Haïti. Une faible productivité dans différents secteurs de l'économie constitue aussi un important facteur de la pauvreté du pays. Le Produit Intérieur Brut (PIB), qui correspond à la valeur de la production annuelle des divers secteurs de l'économie divisée par sa population, est une bonne mesure globale de cette productivité. Haïti a le plus faible PIB de la région. Après une détérioration quasi continue depuis les années 1980, son taux de croissance annuelle s'améliore et est devenue plus élevé que celui de la population au cours des quatre dernières années. La vision du gouvernement d'amener le pays dans la catégorie des pays émergents devrait se traduire, à l'horizon 2030, par un pouvoir d'achat plus élevé qui permettra aux pauvres d'avoir un meilleur accès à la nourriture, mais d'ici là, cet accès restera encore difficile, surtout pour les ménages vivant dans l'extrême pauvreté.

Sources de revenus et montants des revenus et des dépenses

Les revenus et les dépenses sont très faibles, quelles que soient les sources de revenus monétaires. Par rapport aux sources de revenus, l'enquête nationale de sécurité alimentaire a en 2011 classé les ménages en cinq catégories dont les proportions relatives, présentées dans la Figure 5.2)⁴⁹, sont les suivantes :

1. Indépendants non agricoles (36 pourcent des ménages). Membres de la catégorie la plus nombreuse, ils travaillent par exemple comme ouvriers non permanents dans la construction, dans l'artisanat, le commerce, la production de sel marin ou de charbon de bois. A noter que pour augmenter leurs revenus, 22 pourcent des indépendants non agricole avaient quand même plus de 2 sources de revenu.⁵⁰ Le ménage moyen du groupe dépensait 7,151 gourdes par mois, dont 63 pourcent pour l'alimentation.
2. Indépendants agricoles (30 pourcent des ménages). Ce sont surtout les ménages d'agriculteurs exploitant de petites fermes familiales. Seulement un tiers d'entre eux dépendaient exclusivement de cette source de revenus, alors qu'à l'autre extrême 20 pourcent d'entre eux avaient plus de deux autres sources de revenus. Les indépendants agricoles dépensaient en moyenne 5,441 gourdes par ménage par mois, dont 69 pourcent pour la nourriture.
3. Ménages dépendant de revenus salariés (10 pourcent des ménages). Parmi eux, 25 pourcent environ avaient une autre source de revenus. Les salariés du secteur informel gagnaient 3,988 gourdes par mois en moyenne (environ 100 dollars US), contre 9,285 gourdes pour le secteur formel. 57 pourcent des emplois étaient dans le secteur informel.⁵¹

4. Ménages dépendant des transferts intérieurs ou extérieurs au pays (8 pourcent des ménages). La moitié d'entre eux ne dépendait que de cette seule source de revenus. Les transferts ne cessent d'augmenter, ce qui démontre le grand attachement que les membres de la diaspora haïtienne garde à l'égard de leur pays d'origine.
5. Toute autre catégorie: 9 pourcent des ménages.

Au niveau national, le ménage moyen dépense environ 2 dollars US par jour, et dépense plus de la moitié de ses revenus pour acheter à manger.

Selon, l'enquête ENSA, les dépenses des ménages s'élevaient, au niveau national, à 2,396 gourdes par personne par mois (i.e. l'équivalent de 2 dollars US par jour), dont environ 63% allaient à l'alimentation et 10% à l'éducation (voir Tableau 5.3). Dans les ménages en insécurité alimentaire, les dépenses tombaient à 1,138 gourdes ou l'équivalent de 28 dollars US par mois, ou un peu moins d'un dollar US par personne par jour en moyenne. Plus les ménages sont pauvres, plus la part de dépenses absorbée par l'alimentation est élevée.

Même si l'agriculture est importante en Haïti, elle ne constitue la principale source de revenus pour la majorité des ménages (51 pourcent) que dans un seul département, la Grand 'Anse. Les autres départements où l'activité agriculture/élevage/pêche est importante sont le Centre et le Sud-Est. Cette activité est la plus faible en termes d'apports de revenus dans les départements de l'Ouest (le secteur des services est en effet plus développé dans la région métropolitaine) et dans le Nord-Est (où la migration temporaire et le commerce avec la République Dominicaine sont importants).

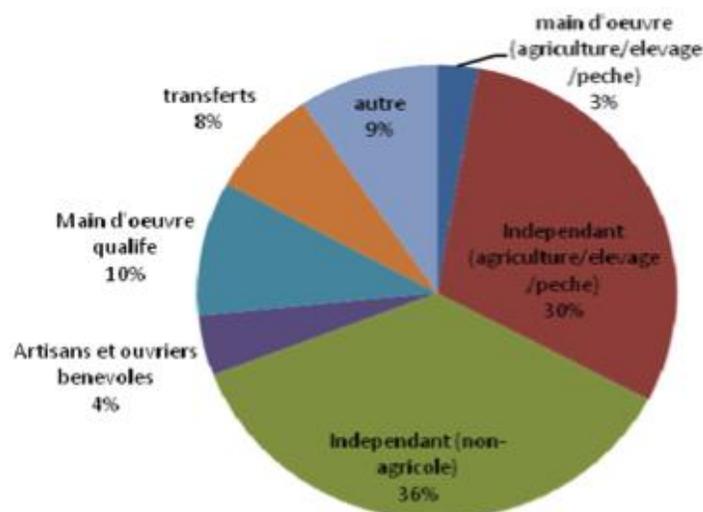
Les activités indépendantes non agricoles contribuent encore plus aux revenus des ménages dans les départements de l'Ouest et du Nord-Est. La zone franche d'Ouanaminthe à la frontière Nord-Est avec la République Dominicaine a connu des investissements importants, surtout dans l'industrie textile à partir des années 2007-08. Les investisseurs, notamment ceux qui opéraient déjà dans la République voisine veulent profiter de l'exemption des taxes de douane aux exportations de produits textiles vers les Etats-Unis jusqu'en 2020 dans le cadre de la loi HOPE. Les transferts⁵², dont la moyenne nationale se situait à 8 pourcent en 2011, constituaient la catégorie de revenus la plus importante dans le département du Nord-Ouest; ils étaient pour 21% des ménages dans ce département la plus importante source de revenus.

Inflation générale

Le niveau général des prix augmente chaque année, au rythme de l'inflation. L'IHSI calcule le taux d'inflation en appliquant les poids relatifs des différents postes de dépenses des ménages (ce que les statisticiens appellent couramment 'panier de la ménagère' (voir Figure 5.4).

L'Etat haïtien a réussi à maîtriser l'inflation et de la garder à un niveau relativement faible depuis les années 2009. L'inflation qui était très élevé dans les années 2005 a graduellement diminué, atteignant même 2 pourcent en 2009. Comme le montre le graphique 5.2, l'inflation n'a plus dépassé les 10% depuis 2008. L'objectif du budget 2013 est de le garder en-dessous de 6 pourcent au courant de l'exercice 2013. La tendance des cours internationaux des céréales et du pétrole⁵³ a heureusement été très favorable en 2013. Ceci augmente les chances du Gouvernement et de la Banque

Figure 5.2. Principaux modes d'acquisition de revenus



Source: CNSA, ENSA, 2011

Tableau 5.3: Structure des dépenses des ménages

Poste	%
Alimentation	63
Education	10
Transport	4
Habillement	4
Logement	3
Santé	3
Electricité, gaz, Charbon, bois	3
Communications	2
Autres	8

Source : CNSA, ESA 2011

Source : CNSA, ESA 2011

Centrale d'atteindre l'objectif fixé pour l'année en cours.

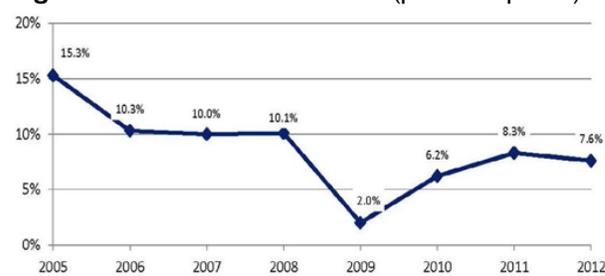
Il convient de noter que s'il y avait suffisamment d'emplois et que les salaires étaient indexés à l'inflation, celle-ci ne poserait aucun problème pour les ménages. En Haïti, le taux de chômage est malheureusement très élevé et les salaires ne sont pas indexés au coût de la vie. Ceci est particulièrement le secteur informel qui emploie la grande majorité des travailleurs. Il n'existe pas non plus de statistiques dans le secteur informel qui pourraient permettre d'évaluer la vitesse et le degré d'ajustements éventuels des salaires à l'inflation.

Tendances de prix des aliments de base

Les prix des aliments varient en fonction de leur disponibilité. Celle-ci fluctue énormément, surtout pour les aliments produits dans le pays. Les prix sont les plus bas durant la période des pics des récoltes et les plus hauts durant les périodes de soudure quand les stocks sont au plus bas. Les prix fluctuent aussi en fonction des cours internationaux des céréales, de l'huile de palme et du pétrole (élément important du transport). Ils dépendent enfin du taux de change de la gourde par rapport à la monnaie des Etats-Unis, pays d'où proviennent la majorité des importations et des transferts. Le cours de la gourde réagit aux soubresauts des conjonctures socio-politiques, à l'augmentation des importations et aux interventions de la Banque Centrale sur le marché des devises.

La fluctuation des prix des aliments produits dans le pays est plus ample que celle des aliments importés. Ceci se comprend puisque les prix des produits locaux sont plus influencés par les aléas climatiques et le niveau de récolte d'un seul pays, alors qu'au niveau international, les produits proviennent de plusieurs pays qui rarement subissent les mêmes conditions agro-climatiques. Les cours des aliments sur le marché international ont donc été généralement plus stables, contribuant ainsi à stabiliser un peu plus les prix des aliments en Haïti. Ils ont aussi eu tendance à baisser sur le long terme, malgré quelques flambées comme en 2008 par exemple. Les prix internationaux des céréales ont été très stables en 2013. Cela a été le cas de l'aliment le plus importé, le riz, dont le prix a été relativement stable sur une longue période.⁵⁴

Figure 5.4 Tendence de l'Inflation (pourcent par an)



Source : IHSI, RGPH 2003

La fluctuation des prix des aliments est systématiquement suivie par le MARNDR/CNSA et FEWS NET. En effet, les augmentations de prix peuvent précipiter les ménages pauvres qui ne couvrent déjà pas tous leurs besoins alimentaires dans une crise aiguë d'insécurité alimentaire et les amener à adopter des stratégies de survie qui mettent en péril leur mode d'existence. Notons que FEWS NET suit systématiquement 13 marchés au niveau des dix départements, dont 4 dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince (y compris Croix-de-Bossales, le plus grand marché du pays). Les produits suivis sont le riz, le maïs, le haricot noir, le sucre et l'huile alimentaire. La variation de prix de ces aliments de base est mis à jour tous les mois et publiée sur le site de FEWS NET <http://www.fews.net/pages/country.aspx?gb=h>.

Bien que ne constituant qu'environ 9 pourcent de la production nationale des céréales, le riz est beaucoup consommé dans le pays, sans doute à cause de sa disponibilité et sa facilité de conservation et de cuisson. Sa consommation progresse constamment et est en phase de devenir l'aliment de choix même des pauvres. En raison des volumes requis et des prix plus favorables, les besoins en riz sont à 80 pourcent satisfaits grâce aux importations. Le riz importé provient des pays du Sud-Est asiatique, tels le Vietnam et la Thaïlande, mais certains importateurs l'achètent auprès des sociétés américaines l'ayant importé d'Asie. Le riz importé coûte en général moins cher que le riz produit dans le pays, à l'exception de la variété Sheila, un riz local de luxe plus cher surtout consommé par les ménages riches. La productivité de la riziculture est faible, en raison de la cherté des intrants, de l'insuffisance de crédit, de la faible maîtrise de l'eau, et des faibles rendements dans la transformation du riz paddy. La chaîne de valeur du riz importé est aussi plus efficiente, en particulier grâce aux économies d'échelle que réalisent les importateurs.

Les racines et tubercules (patates douces, manioc, igname) sont très importants dans l'alimentation nationale, mais elles ne sont pas suffisamment prises en compte dans les systèmes de suivi des prix. Cet état de fait pourrait s'expliquer par la difficulté de commercialisation sur de longues distances de ces aliments périssables et de peu de valeur par rapport à leur volume. Des difficultés techniques existent aussi en rapport avec les grades des produits et les unités de mesure, entre autres. Les mêmes difficultés se posent au niveau du commerce des animaux. Il existe d'autres produits agricoles contribuant plutôt indirectement, par la génération de revenus, à l'alimentation des populations. Les mangues en sont un bon exemple. Même si elles ne sont pas autant consommées que les céréales par exemple, elles procurent de mars à juillet des revenus que les producteurs utilisent encore plus longtemps, en partie pour acheter des aliments. Ceci est surtout le cas à Gros-Morne, dans le département de l'Artibonite, où la production de la mangue francisque crée aussi des emplois dans toute la chaîne de valeur de la cueillette à l'emballage pour l'exportation.

ACCÈS PHYSIQUE AUX MARCHÉS

Infrastructures des marchés et capacités des ports

La construction et l'entretien des marchés et la propreté sur les places de marché laissent à désirer. Les produits sont trop souvent étalés à même le sol, dans des conditions d'hygiène douteuses. Les grossistes et demi-grossistes ont des magasins à proximité des places de marché, et ces magasins sont en général bien approvisionnés. Les volumes et la diversité des produits agricoles que l'on trouve au marché de la Croix-de-Bossales sont impressionnants. Les incendies de marchés sont des problèmes récurrents occasionnant d'énormes pertes; elles sont probablement dues à la gestion inadéquate en particulier en ce qui concerne l'entretien des installations électriques.

Les infrastructures portières, tant publiques que privées, sont bien réparties à Port-au-Prince et dans les autres villes littorales du pays comme Jacmel, Gonaïves et Cap-Haïtien. Le grand port de la capitale avait été endommagé par le séisme de 2010, mais il a été réparé assez rapidement dans le cadre des opérations de secours de l'armée américaine. Avant qu'il ne retrouve sa pleine fonctionnalité, une bonne partie des importations passait par des ports privés et par la République Dominicaine. Le séisme a permis de constater les volumes impressionnants que les importateurs privés ont constamment en stock, et leur maîtrise des transactions internationales qui leur permettait entre autres de retarder les livraisons compte tenu des contraintes de déchargement aux ports qu'il y avait dans les premières semaines après le séisme. La capacité de stockage des aides alimentaires du PAM et de grandes ONG américaines est aussi adéquate tant dans la capitale que dans les autres villes du pays.⁵⁵

Infrastructures routières

Le relief accidenté et la forte pluviométrie du pays font que le réseau routier est insuffisant et en mauvais état, particulièrement dans les zones de montagnes. Le mauvais état des routes, combiné aux fréquents éboulements et inondations, augmente le coût de transport des marchandises, ce qui se traduit par des prix aux producteurs plus faibles et des prix aux consommateurs plus élevés qu'ils ne devraient. Le réseau routier s'est beaucoup amélioré, surtout depuis 2010. Cela devrait diminuer et stabiliser les prix aux consommateurs à travers tout le pays et aider les producteurs dont la majorité est quand même constituée de ménages pauvres, à mieux écouler leurs produits et obtenir des prix plus intéressants. Toutefois, les fortes pluies, les cyclones et les tempêtes tropicales, continueront encore dans le court et moyen terme à temporairement rendre certaines zones inaccessibles.



RESSOURCES ADDITIONNELLES

Nathalie Brisson-Lamaute. 2006. La pauvreté en Haïti : ampleur, déterminants et perceptions.

CNSA. 2011. [Enquête Nationale de la Sécurité alimentaire \(ENSA\)](#).

Fintrac Inc. 2013. [Haïti USAID/BEST Analysis](#).

FANTA/USAID. 2011. [Haïti Prospective Food Security Assessment](#).

IRC et al. Feb 2010. [Emergency Market Mapping & Analysis \(EMMA\) Market System for Beans](#)

Utilisation des aliments

PRÉFÉRENCES ALIMENTAIRES

La consommation des aliments dépend de plusieurs facteurs, y compris de leur disponibilité selon les lieux de résidence et des revenus des ménages. Dans le milieu urbain, précisément dans les bidonvilles de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, la consommation de riz importé et des fritures est très importante, en raison sans doute de leur plus grande disponibilité et de leur facilité de préparation.^{56 57} Le riz a en fait pris le dessus sur le produit localement tel que le sorgho, le maïs et les tubercules. Les restaurants de rue offrent une grande variété de choix (œufs, sauce de viande, riz mélangé avec haricots) pour accommoder toutes les poches. L'alimentation dans ces zones urbaines est dominée par le riz, le pain, les haricots, le sucre, l'huile végétale et le spaghetti (tableau 6). Du fait qu'ils passaient une bonne partie de la journée dehors, à travailler, à chercher du travail ou à l'école, les habitants consommaient beaucoup d'aliments cuits servis sur les trottoirs; l'enquête estimait que la restauration de rue contribuait pour environ 11 pourcent dans la couverture des besoins journaliers en énergie. Les ménages très pauvres, qui constituent environ 30 pourcent de la population totale des bidonvilles, ne dépensaient qu'environ 100 gourdes par jour pour l'alimentation et n'arrivaient qu'à couvrir environ 95 pourcent de leurs besoins en calories.

Dans le milieu rural, il existe une grande disparité entre zones de mode de vie et de départements par rapport à la diversité de la diète, un critère souvent retenue pour la sécurité alimenta.⁵⁸ Selon les résultats de l'enquête, la zone de plains de monoculture était la plus en sécurité alimentaire car elle n'avait que 12 pourcent des ménages avec diversité de la diète faible et un pourcentage relativement élevé de 32 pourcent jouissant d'une grande diversité alimentaire; elle venait même avant la zone métropolitaine. La zone de mode de vie qui avait en dernière position était la zone agro-pastorale sèche car 41 pourcent des ménages avaient une faible diversité de la diète, contre seulement 10 pourcent consommant une gamme d'aliments très diversifiée. Par rapport aux divisions administratives, le département du Nord-Ouest avait l'alimentation la moins variée alors que la zone métropolitaine avait la diversification la plus élevée (20 pourcent des ménages avec diversité faible et 27 pourcent avec diversité élevée). En général, le milieu urbain avait une meilleure sécurité alimentaire que le milieu rural. Cela tient du fait que sa population possède un plus grand pouvoir d'achat et trouve un plus grand choix d'aliments sur les marchés.

En Haïti, la diversité des diètes est assez élevée, mais devrait être

améliorée. Au niveau national, trois ménages sur cinq avaient une diversité alimentaire faible à acceptable en 201.⁵⁹ Ces ménages avaient une diète basée sur les céréales, légumineuses, racines et tubercules, sucre, huiles et graisses mais ne consommaient pas ou consommaient peu des produits riches en protéines animales. Le reste des ménages était partagé à égalité entre ceux qui avaient une très faible diversité alimentaire (22 pourcent) et ceux qui avaient une alimentation d'une diversité élevée comprenant en plus de la viande, des poissons, des légumes, des œufs et du lait et produits laitiers (23 pourcent). Une diète bien équilibrée ne dépend pas seulement des moyens économiques: les connaissances et les préférences alimentaires jouent aussi un grand rôle. Comme partout ailleurs dans le monde, les diètes sont plus⁶⁰ diversifiées et comprennent plus de protéines animales au fur et à mesure que les revenus des ménages augmentent. A notre que l'art culinaire est très sophistiqué en Haïti.

Table 6.1. Contribution des principaux aliments dans les diètes dans les bidonvilles de Port au Prince (en %)

	Riz	Pain	Haricots	Sucre	Huile	Spaghetti	Autres*
Pauvres	22	11	11	10	11	7	28
Moyens	23	11	13	11	12	9	21
Mieux lotis	23	13	13	9	12	10	21

*dont restaurants de rue

Source: FEWS NET, 2009.

TAUX DE MALNUTRITION INFANTILE

Selon les données relatives au retard de croissance et à l'émaciation des enfants de moins de 5 ans, la nutrition infantile s'est améliorée entre 2005 et 2012. En effet, comme le montre le tableau 6.2, ces deux indicateurs reflétant respectivement la malnutrition chronique et la malnutrition aiguë (souvent causée souvent par des épisodes récents

d'indisponibilité alimentaire ou de maladie) se sont tous améliorés entre 2005 et 2012, années durant lesquelles les deux dernières enquêtes EMMUS se sont réalisées.

Le taux de prévalence du retard de croissance qui était de 34 pourcent en 2005-2006 a baissé à 30 pourcent en 2012, et l'émaciation de 9 pourcent à 7 pourcent durant la même période (voir Tableau 6.2).

Les interventions d'urgence ou de développement qui ont été menées après le séisme de janvier 2010, en particulier dans le domaine de la santé, ont sans doute contribué dans la réduction des taux de malnutrition infantile. L'accès des populations à l'eau potable et à l'assainissement reste cependant faible, surtout en milieu rural. A noter que le retard de croissance, résultant d'une malnutrition chronique, est associé chez l'enfant qui en est affecté à des problèmes cognitifs irréversibles et à une faible résistance aux maladies tout au long de sa vie.

Tableau 6.2. Résultats d'EMMUS V en malnutrition enfants de moins de 5ans

Type de malnutrition	EMMUS IV 2005-06	EMMUS V 2012
Retard de croissance (faible taille par rapport à l'âge due à une malnutrition chronique)	34% (dont 8% sévères)	30% (8% sévères)
Émaciation (faible poids par rapport à la taille lié à une cause aiguë telle une maladie)	9% (2% sévères)	7% (1% sévères)
Mortalité infantile	57^{0/00}	59^{0/00}
Prévalence de diarrhée 2 semaines avant l'enquête	24%	21%
Enfants dormant sous moustiquaires		10%
Enfants entre 1 et 2 ans ayant eu tous les vaccins recommandés	41%	45%
Prévalence d'anémie chez les enfants		65% (31% léger, 34% modéré, 1% sévère)
Prévalence d'anémie chez les femmes 15-49 ans		47% (37% léger, 11% modéré, 1% sévère)
Enfants 2-3 mois allaités au sein exclusivement.		41 %

Source: IHE, 2012. Rapport provisoire EMMUS V.

Le taux d'allaitement maternel reste cependant faible. L'allaitement exclusif, recommandé pour les bébés jusqu'à l'âge de 6 mois, est très peu pratiqué en Haïti; seules 41 pourcent des mamans le pratiquaient, mais jusqu'à l'âge de 3 mois seulement.

PREVALENCE DE LA MORTALITE ET DE LA MORBIDITE INFANTILES

La mortalité infantile, qui équivaut au nombre moyen de décès avant le premier anniversaire connu au cours des 5 années précédant l'enquête, est restée stationnaire au cours des cinq années précédant les enquêtes EMMUS IV et V. Dans le cas d'EMMUS IV, la mortalité infantile consistait en 25^{0/00} néonatale (i.e. la probabilité de mourir au cours du premier mois suivant la naissance) et 32^{0/00} post-néonatale (probabilité de mourir entre le 1er et le 12ème mois). La mortalité infantile ne s'est pas améliorée au cours des années qui ont suivi, puisque EMMUS V a établi celle-ci à 59^{0/00} (31^{0/00} néonatale et 29^{0/00} post-néonatale). Plusieurs facteurs, dont l'état de nutrition, la salubrité du milieu et la l'utilisation des services (fonction de leur disponibilité et de leur accès), contribuent à la mortalité et à la morbidité des enfants en bas âge.

L'anémie des enfants et des femmes était aussi très répandue, avec des taux de prévalence modérés et sévère de 35 pourcent (dont 1 pourcent sévère), et de 22 pourcent (dont 1 pourcent sévère) respectivement. L'anémie est particulièrement grave pour les enfants car elle empêche un bon développement des organes du corps, notamment du cerveau. Bien que l'anémie puisse être prévenue grâce à la prise de supplément de fer, celle-ci n'était pratiquée que par 75 pourcent des femmes enceintes en 2012, alors que l'OMS et Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP) recommandent que toutes en prennent régulièrement.

La prévalence de diarrhée chez les enfants a légèrement baissée de 2005-2006 à 2012, puisqu'elle est passée de 24 pourcent à 21 pourcent d'EMMUS IV à EMMUS V. Cette prévalence est déterminée par rapport à la présence ou pas de diarrhée chez l'enfant de moins de cinq ans au cours des deux semaines précédant l'enquête). Le pourcentage des enfants qui ont eu le traitement de réhydratation par voie orale, recommandée par l'OMS pour prévenir complications et les décès, s'est aussi légèrement améliorée, passant de 56.9 pourcent en 2005-2006 à 57.7 pourcent en 2012.

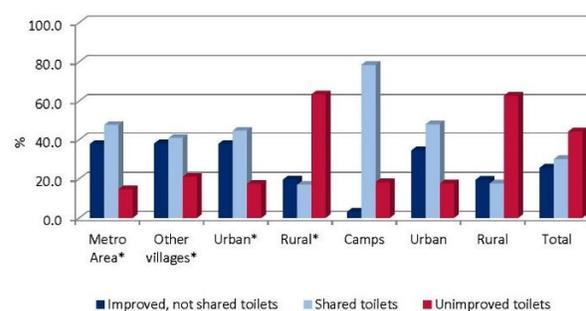
Les autres pratiques recommandées en vue de réduire la mortalité et la morbidité des enfants, comme la vaccination complète, ont connu des progrès entre 2005-2006 et 2012, mais ces progrès ont malheureusement été très faibles (voir Tableau 6.3). De même, seulement 11 pourcent des enfants dormaient sous moustiquaires, alors qu'il y a des zones en Haïti où la malaria est endémique; la malaria, une maladie fatale si elle n'est pas soignée rapidement, provoque aussi l'anémie.

ACCES A L'EAU POTABLE ET A L'ASSAINISSEMENT

Une population consommant de l'eau insalubre contracte diverses maladies, dont les verminoses et la diarrhée, qui empêchent une bonne assimilation des aliments consommés. L'accès à l'eau potable est malheureusement encore inadéquat en Haïti. Bien que 65% des ménages aient accès à une source d'eau améliorée, 56% des gens doivent marcher plus de 30 minutes pour atteindre cette source. Dans la Grand'Anse, seulement 35 % de la population avait en 2012 accès à une source d'eau améliorée. Heureusement les ménages utilisent le plus les tablettes et les sachets de purification pour traiter l'eau dans ce département.

L'utilisation des toilettes, autre facteur-clef de salubrité et de la bonne utilisation des aliments consommés, est encore trop faible en Haïti. En effet, 26 pourcent des ménages seulement avaient en 2012 accès à des toilettes améliorées non partagées. En milieu urbain, 38 pourcent de ménages avaient des toilettes améliorées leur appartenant en propre; 48 pourcent de plus avaient accès à des toilettes améliorées partagées avec d'autres ménages. En milieu rural, seulement 37 pourcent des ménages avaient accès à des toilettes améliorées. Ces données suggèrent des conditions d'insalubrité favorables à la contamination des repas par divers parasites de l'eau et des aliments et à une insécurité alimentaire par cause de mauvaise utilisation par l'organisme humain des aliments consommés.

Figure 6.3 : Accès aux toilettes



Source: Créé par USAID-BEST, à partir des données d'IHE, 2012.*N'incluant pas les sites de déplacés.

Stabilité de la sécurité alimentaire

ALEAS CLIMATIQUES ET LEURS EFFETS SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE

Les fluctuations de production ont lieu dans chaque zone en fonction des aléas climatiques. La fréquence élevée de sécheresse, inondations, cyclones et tempêtes tropicales perturbe énormément la production agricole en Haïti. Ces dernières ont jusqu'ici provoqué les inondations les plus dévastatrices. Bien que la sécheresse soit plus fréquente et touche le plus grand nombre de personnes, elle est presque devenue structurelle dans certaines régions et n'est plus comptée parmi les désastres naturels en Haïti. La sécheresse se manifeste sous forme de retard ou d'arrêt précoce de pluies, de leur irrégularité au cours de la saison ou, plus rarement, de leur insuffisance par rapport aux besoins des différentes cultures. Comme l'irrigation, estimée à 90,000 ha, porte sur moins de 5 pourcent de la superficie cultivable du pays,⁶¹ la production agricole est essentiellement pluviale et varie donc beaucoup de saison en saison et d'année en année en fonction des précipitations. En dépit de la petite taille du pays, il est rare que la sécheresse affecte tout le pays en même temps. Cela fait que le volume total de la production agricole nationale fluctue finalement peu d'une année à l'autre, au niveau national.⁶² La production sur des périodes quinquennales a seulement fluctué dans une fourchette étroite de plus ou moins 4 pourcent. Les statistiques du MARNDR et le la FAO montrent aussi une très faible variation des productions agricoles d'une année à l'autre.

La fluctuation de la disponibilité des aliments est en plus liée à l'état des infrastructures. Certaines zones peuvent se trouver coupées du reste du pays et connaître une crise alimentaire aigue. Lors de fortes pluies ou de tempêtes tropicales, les routes -déjà en mauvais état- sont souvent temporairement coupées par des éboulements ou des inondations, rendant inaccessibles certaines zones et très difficiles et coûteux les approvisionnements alimentaires et non-alimentaires. Les 4 tempêtes tropicales et cyclones qui s'étaient abattus sur Haïti de la mi-août à la mi-septembre 2008 ont provoqué de très graves dégâts aux infrastructures agricoles et routières, y compris l'effondrement de plusieurs ponts, ce qui a isolé des localités telles que Baie d'Orange dans le Sud-Est pendant plusieurs semaines. La localité, qui n'était même pas sur les radars de suivi de la sécurité alimentaire avant les intempéries, avait connu de très sérieuses pénuries alimentaires et de médicaments, ce qui avait causé la mort d'une dizaine d'enfants. Il convient de noter que les interventions humanitaires qui s'organisent rapidement lors de chaque désastre naturel aident à rétablir les conditions, précaires, de sécurité alimentaire en Haïti mais les problèmes structurels persistent toujours.

FLUCTUATION DES PRIX

Le comportement des prix sur le marché national est tributaire de la fluctuation sur le marché international, car Haïti importe, par exemple, environ 80 pourcent du riz consommé sur son territoire. De ce fait, les cours du pétrole et des céréales sur le marché international peuvent aggraver les effets d'éventuels chocs, mais peuvent aussi en modérer les impacts sur les prix et la disponibilité des aliments. Du fait que la grande majorité des ménages achète plus d'aliments sur les marchés qu'ils n'en produisent, les variations de prix constituent un facteur-clé de sécurité alimentaire en Haïti. En dépit des 'émeutes de la faim' qui ont été provoqué en avril 2008 par la flambée des prix des aliments sur le marché international, et qui ont provoqué la chute du gouvernement en Haïti, la composante externe exerce un effet plutôt modérateur sur les prix des aliments. Les prix des aliments, qui sont autant influencés par les cours internationaux (surtout ceux des céréales et du pétrole) que par le niveau de la production nationale, varient beaucoup d'une année à l'autre. Ils dépendent de l'inflation et en sont aussi une composante importante (le panier de la ménagère de l'IHSI constitué à 50 pourcent par la catégorie 'aliments, boissons et tabac'). L'IHSI montre par exemple dans son rapport de septembre 2013 que l'inflation des produits importés de la catégorie 'Alimentation, boissons et tabac' était de 1.4 pourcent, contre 5.9 pourcent pour les produits locaux de la même catégorie. Le fait que les transactions et la logistique soient mieux maîtrisées dans l'import-export que dans le commerce intérieur pourrait expliquer cette situation.

AUTRES FACTEURS D'INSTABILITE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

Insécurité civile

Bien que la sécurité se soit beaucoup améliorée depuis le démantèlement en 2007 des gangs organisés qui opéraient dans des cités populaires de Port-au-Prince comme Cité Soleil, l'insécurité sur les grands axes routiers subsiste quelque peu encore et empêche de temps en temps la bonne circulation des biens et des personnes entre différents départements du pays, ce qui crée des pénuries et fait monter les prix des aliments. Les derniers incidents d'insécurité sur les routes se sont produits en septembre 2013 dans les collines surplombant Petit-Goâve sur la route nationale #2 reliant Port-au-Prince avec les départements du Sud, du Sud-Est et de la Grand'Anse. Plus grave encore pour le long terme, l'insécurité ou sa perception⁶³ peut causer la fermeture d'entreprises, faisant augmenter le taux de chômage, et fait hésiter les investisseurs tant nationaux qu'internationaux qui envisageaient d'investir en Haïti. L'instabilité politique et son corollaire, le mauvais fonctionnement des services publics, le taux élevé du chômage rendent difficile l'éradication de l'insécurité civile et même l'encourage.

Epidémies

Après avoir été longtemps épargné d'épidémies majeures, Haïti connaît depuis 2010 le choléra. La maladie qui a affecté environ 450,000 et tué plus de 7,500 personnes⁶⁴ avait culminée en 2011 et 2012, surtout dans le Plateau Central et l'Artibonite. Elle s'est depuis étendue dans tout le pays mais est mieux contrôlée et provoque beaucoup moins de décès. Même si l'insécurité alimentaire des zones n'est pas liée à la prévalence du choléra, les familles touchées (surtout si ceux qui apportaient les revenus aux familles sont hospitalisés ou meurent) voient leur niveau de sécurité alimentaire sérieusement affecté. Les centres de soins spécialisés sont en train de fermer en milieu rural, ce qui augmente les coûts de santé des ménages et les risques de décès.



RESOURCES ADDITIONNELLES

[CNSA. 2011. Enquête Nationale de la Sécurité alimentaire \(ENSA\).](#)

[Institut Haïtien de l'Enfance. 2012. Rapport préliminaire Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services EMMUS-V Haïti](#)

[Institut Haïtien de l'Enfance. 2005. Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services EMMUS-IV Haïti](#)

[Fintrac Inc. 2013. Haiti USAID/BEST Analysis.](#)

[FANTA/USAID. 2011. Haiti Prospective Food Security Assessment.](#)

[Global Health: Science and Practice. \[Child malnutrition in Haïti: progress despite disasters\]\(#\)](#)

[UNICEF. \[Haïti en chiffres\]\(#\)](#)

Crises d'insécurité alimentaire aiguës

PREPONDERANCE DES FACTEURS CLIMATIQUES COMME DECLENCHEURS DE CRISES AIGUËS

Haïti subit souvent des désastres naturels, parmi lesquels les inondations (53 pourcent des désastres), les cyclones et tempêtes tropicales (39 pourcent), les sécheresses (6 pourcent) et les épidémies (1 pourcent).⁶⁵ La sévérité des impacts des chocs naturels est liée plus à la vulnérabilité des sols et de l'habitat, qu'à l'intensité elle-même de ces chocs. Cependant, si on exclue le séisme de janvier 2010, les décès occasionnés par les désastres naturels ont tendance à baisser en raison des progrès réalisés dans la gestion des risques et désastres. Le récent séisme qui est survenu après un répit de plus de 100 ans a sans doute causé, de mémoire d'homme, plus de morts (estimés à plus de 250,000) et de destructions que tous les autres désastres réunis. Le sud, le centre-ouest et le nord du pays se trouvent sur des lignes de faille des plaques tectoniques et sont des zones à risque de tremblements de terre.

Les crises aiguës d'insécurité alimentaire sont presque toujours provoquées par des aléas climatiques,⁶⁶ au premier rang desquels viennent les inondations. Du fait de leur localisation, en-dessous d'un large bassin versant dénudé, et de leur population élevée, les villes de Port au Prince, Gonaïves, Cap Haïtien et d'autres sont très vulnérables aux inondations. Les exemples de crises aiguës retenues comme typiques et pouvant survenir à d'autres endroits sont les inondations de Fonds-Verrettes en 2004 et de Gonaïves en 2004 et 2008, ainsi que les manifestations violentes ayant ébranlé les villes en avril 2008 suite à la flambée des prix des aliments.

Le scénario est presque toujours le même : de fortes pluies, souvent résultant de tempêtes tropicales tombent sur les bassins versants déboisés et dévalent sans frein vers les terres agricoles ou zones d'habitation en contre-bas. La trajectoire des tempêtes tropicales et des cyclones ayant fait le plus de dégâts est montrée dans la Figure 6 de l'Annexe. Les eaux de ruissèlement chargées de limon et de roches détruisent des infrastructures sur leur passage et font déborder des rivières, provoquant d'autres dégâts aux cultures et aux habitations. Lors des grands désastres du genre, les habitants surpris dans leur sommeil n'ont pas le temps de se sauver et meurent noyées dans des eaux boueuses ou écrasées par les murs des clôtures ou des maisons qui s'effondrent. Les stocks en vivres dans les maisons sont détruits par les eaux mais les secouristes ont du mal à les atteindre du fait que les routes sont inondées ou les ponts emportés. Les inondations ont été nombreuses et très destructrices en 2004, provoquant d'immenses dégâts aux habitations et de nombreux décès, surtout à Fonds Verrettes dans le département de l'Ouest et dans la ville de Gonaïves dans le département de l'Artibonite. Les deux derniers cas sont présentés un peu plus en détail ci-dessous.

RESSOURCES-CLEF SUR DES CAS DE CRISES AIGUËS D'INSECURITE ALIMENTAIRE

[Exemple bulletins d'alerte FEWS NET Haïti sur augmentation des prix](#)

[Archives des mises à jour mensuels sur la sécurité Alimentaire en Haïti, version anglaise](#)

[Integrated Food Security Phase Classification](#)

[Perspective à court terme de la sécurité alimentaire en Haïti](#)

[Risques météorologiques à court terme pour Haïti](#)

Inondations de Fonds Verrettes de 2004

Dans la nuit du 22 au 23 mai 2004, le village de Fonds Verrettes, construit de part et d'autre d'un cours d'eau s'écoulant dans une vallée relativement encaissée, a presque entièrement été emportée.⁶⁷ Les eaux en furie du cours d'eau ont élargi les berges sur plusieurs mètres, emportant les maisons et leurs occupants. Le nombre de morts a été estimé à 230 personnes. Les secours d'urgence tels qu'aliments et d'abris provisoires, sont parvenus aux survivants mais très difficilement car la route menant à la ville avait elle-même été emportée.

La tragédie de Fonds Verrettes ne se serait jamais produite si le bassin versant, formé de hautes montagnes autrefois couvertes d'une forêt de pins, n'avait pas été largement coupée. La preuve en est que les villages frontaliers voisins n'ont pas connu autant de destruction et n'ont pas enregistré de décès du fait que la République Dominicaine a su sauvegarder ses forêts. L'aménagement des bassins versants, notamment par la restauration de la forêt des pins en amont du village, la stabilisation des berges du ruisseau, nécessaires pour restaurer le village et faciliter son accès, n'ont pas encore eu lieu presque dix ans après.

L'accès au village reste difficile en saison de pluies, rendant l'approvisionnement en aliments et la commercialisation des produits agricoles de la zone difficile. Un grand abri a été cependant construit un peu plus en hauteur pour protéger la population en cas d'autres inondations majeures, bien que peu d'interventions concrètes de reconstruction et de sécurisation de l'habitat se soient matérialisées à ce jour. Il y aura probablement beaucoup moins de décès la prochaine fois qu'il y aura des inondations de la même intensité à Fonds Verrettes, en raison de l'expérience acquise et d'un système de gestion des désastres mis en place. Cependant, il y a en Haïti beaucoup de villages enclavées situées en-dessous de bassins versants dénudés, qui pourraient donc subir le même sort que Fonds Verrettes en 2004. La reconstruction du village en un lieu plus surélevé plus sûr, promis par les autorités du régime de transition de l'époque et par des organisations humanitaires, n'a pas encore eu lieu, faute sans doute de financements. Quelques 600 ménages qui avaient perdu leur maison n'ont pas été assistés pour se reloger.

Inondations de Gonaïves en 2004 et 2008

Les 18 et 19 Septembre 2004, lors du cyclone Jeanne, de fortes pluies se sont abattues sur le pays, notamment sur les montagnes déboisées qui constituent les 500 km2 de bassin versant de Gonaïves. Suite à ces pluies, de nombreuses rivières sont sorties de leurs lits. Cela a été notamment le cas de La Quinte, une rivière qui passe à proximité de la ville de Gonaïves. La Quinte a déversé sur des grandes quantités d'eau boueuse sur Gonaïves (voir Figure 8.1), une ville dont les infrastructures d'assainissement ne suffisaient plus aux besoins d'une population qui avait augmenté très rapidement. Les drains existants n'étaient pas non plus bien entretenus. La population vivant dans la partie basse de la ville a été surprise chez elle, et plus de 2000 habitants sont morts, surtout par noyade dans des eaux boueuses.⁶⁸

Les secours d'urgence, notamment en aliments, eau potable et abris provisoires, ont eu du mal à parvenir aux victimes car les voies d'accès à la ville étaient aussi inondées. Après la phase d'urgence, de coûteux travaux de réhabilitation et de protection de la ville ont été entrepris et ont duré plus de 8 mois. Le nettoyage de la ville (rendu difficile par les boues qui avaient séché constituant une cuirasse dure difficile à casser au-dessus de la chaussée), le débouchage des drains existants ou la création de nouveaux drains ont été réalisés, mais ils n'ont pas été suffisants pour protéger la ville des inondations d'août-septembre 2008.

En Septembre 2008, la quasi-totalité du pays a été fortement inondé à la suite du passage des tempêtes tropicales Hanna et Fay et des cyclones Gustav et Ike sur une période de seulement 6 semaines. Les eaux de ruissèlement charriant encore des milliers de tonnes de limon et de roches ont déferlé vers les vallées et les plaines, détruisant au passage les berges des rivières (souvent sur plusieurs dizaines de mètres de part et d'autre des lits des rivières).⁶⁹ Beaucoup d'infrastructures (routes et ponts, maisons) n'ont pas résisté à la force des eaux des rivières en crue. La rivière La Quinte a encore une fois débordé et coulé à travers la ville, faisant monter le niveau des eaux de 3 mètres dans certains quartiers. Le nombre de décès a été estimé à environ 430, un petit nombre comparé à celui de 2004 alors que les inondations de 2008 étaient plus graves. L'arrivée des secours alimentaires (nourriture et eau potable)

et non-alimentaire a été de nouveau beaucoup handicapée par les inondations des voies d'accès. Les hélicoptères de l'Armée Américaine ont beaucoup aidé dans l'évaluation des besoins et l'acheminement des secours d'urgence.

Des travaux publics destinés à protéger la ville ont été entrepris, notamment sur financement de l'USAID. Des drains existants d'évacuation des eaux autour de la ville et dans la ville ont été débouchés et élargis, et de nouveaux drains créés. La rectification et le recalibrage du lit de la rivière La Quinte ont aussi été financés et réalisés pour prévenir les mêmes dégâts sur la ville. Des travaux de protection du bassin versant ont aussi été entrepris, mais à une échelle insuffisante, pour bien protéger la ville des aléas climatiques dont la fréquence et l'intensité vont sans doute augmenter du fait du changement climatique

Manifestations violentes dues aux fortes hausses de prix des aliments de base

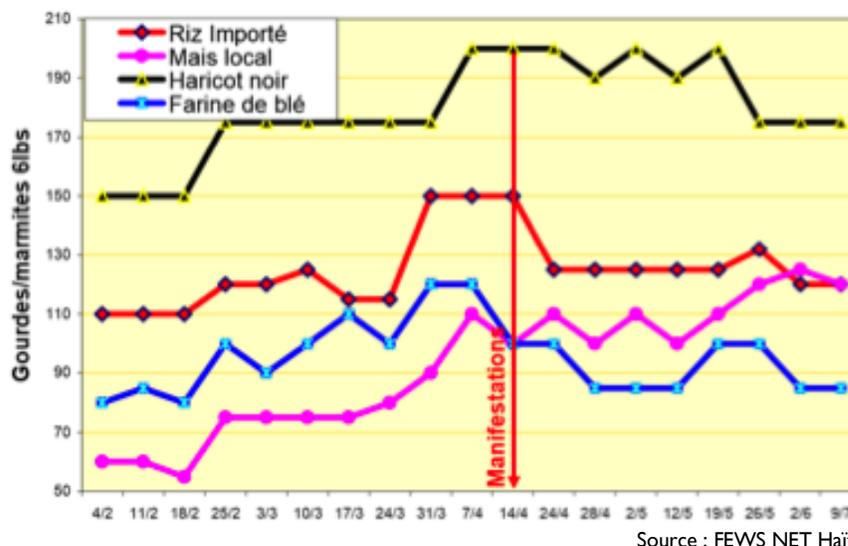
La combinaison de la flambée des cours des céréales sur le marché international et d'une mauvaise saison agricole suite aux inondations de fin 2007 et de la sécheresse de début 2008 s'était traduite par une rapide hausse de prix des aliments de base en Haïti (voir Figure 8.1). Cette hausse était provoquée par les spéculations, par la forte demande des pays émergents pour l'alimentation animale et par une plus grande utilisation de maïs dans la production de bio-carburant. Le cours du pétrole venait aussi d'atteindre des prix record. Les prix des principaux aliments de base avaient en fait augmenté de 60 pourcent en moyenne au cours des quatre mois précédant les émeutes d'avril 2008. La population rurale adoptait des stratégies de survie extrêmes, comme la vente massive de petits animaux et l'intensification de la production et de la vente de charbon de bois. Notant ces augmentations de prix et ces stratégies de survie, les agences de suivi de sécurité alimentaire telles que FEWS NET attiraient l'attention des partenaires sur les difficultés des populations rurales les affectées, surtout dans des zones agricoles ayant été le plus touchées par la sécheresse. Elles recommandaient pour ces populations et pour les pauvres des villes comme la création de petits emplois et l'expansion du programme de cantines scolaires.

Dépendant encore plus du marché, incapables de trouver des nouveaux emplois (surtout à une époque où l'insécurité urbaine avait fait disparaître pas mal d'emplois dans les quartiers des grands bidonvilles de la capitale), la population urbaine était aussi découragée par ces hausses de prix. Pouvant facilement s'organiser, elle a manifesté sa colère contre la vie chère en bloquant la circulation urbaine et en saccageant des magasins à Port-au-Prince, aux Cayes et dans d'autres grandes villes du pays.

Le Gouvernement ayant tardé à réagir rapidement pour calmer les manifestants, les parlementaires ont exploité la situation et ont retiré leur confiance au premier ministre qui a été ainsi été forcé à partir. Le Président a par la suite mis en place un programme de subventions du prix du riz importé qui faisaient immédiatement baisser le prix d'environ 20 pourcent, ce qui a réussi à calmer les manifestants. Le PAM et des ONG internationaux aidaient de leur côté surtout à travers la création des activités de cash-for-work (en particulier dans le curage des canaux en prévision de la saison cyclonique) et la distribution

gratuite des vivres dans les zones les plus affectées. Entretemps, les cultures arrivaient aussi à maturité et les cours internationaux du riz baissaient; le prix du riz était presque devenu le baromètre de sécurité alimentaire et de la paix

Figure 8.1. Tendence des prix des aliments à Croix-de-Bossales, Port-au-Prince, Février-juillet 2008



Source : FEWS NET Haïti

civile dans le pays. La subvention du prix du riz importé n'avait pas pu continuer, faute de ressources, mais les consommateurs ne s'en rendirent même pas compte car d'autres facteurs favorables avaient de toute façon fait baisser le prix du riz. Les députés de l'opposition refusèrent longtemps de ratifier les premiers ministres que le Président proposait. Cela faisait que les ministres qui ne pouvaient s'occuper que des affaires courantes étaient incapables d'engager de nouvelles ressources de l'Etat et de jouer le rôle de leader dans la préparation et l'implémentation des programmes de réponse à la crise alimentaire du premier semestre 2008.

Programmes typiques de réponse aux crises aiguës

Les crises aiguës d'insécurité alimentaire en Haïti sont suivies par une mobilisation rapide, et souvent coordonnée par la CNSA avec le soutien du PAM. OCHA a aussi traditionnellement travaillé de concert avec ces organisations et appuyé ces deux organisations et facilité la coordination des partenaires externes en vue de mobiliser les ressources et d'apporter une réponse coordonnée aux crises humanitaires par le biais des clusters thématiques. Dans le passé, le Gouvernement a souvent été relativement absent. Lors des crises alimentaires aiguës, les distributions alimentaires et non-alimentaires (food-for-work, kits de semences, des abris provisoires,...) sont vite déclenchées, en attendant que des programmes de plus longue portée soient préparés et financés. Le financement des programmes de mitigation des impacts des chocs et de réduction de la vulnérabilité est à peine mis en place qu'un autre choc survient, détournant les ressources et les énergies vers la réponse à une autre crise humanitaire.

Le désastreux séisme de janvier 2010 semble avoir contribué à changer l'attitude des responsables et des partenaires extérieurs. Le Plan Stratégique de Développement d'Haïti, soutenu par les partenaires extérieurs, pour mieux rebâtir Haïti et en faire un pays émergeant à l'horizon 2030 marque un changement significatif dans la gestion intégrée des risques et désastres et du développement à long terme. Il devrait résulter en réduction de la pauvreté et de la fragilité du milieu, causes fondamentales d'insécurité alimentaire en Haïti.

Zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire

Les deux départements les plus exposés à l'insécurité alimentaire sont l'Artibonite (55 pourcent des ménages) et le Nord-Ouest (46 pourcent); ces deux départements contiennent la quasi-totalité de la zone 1 'agropastorale sèche.' Le département du Sud-Est vient en troisième lieu avec un pourcentage de population en insécurité alimentaire estimée à 41 pourcent. Il convient de noter que les départements renferment souvent plusieurs zones de modes de vie et qu'ils ne sont donc pas aussi homogènes que les zones de modes de vie.

Annexes

Tableau I. Contribution de principales cultures dans production alimentaire nationale, saison 2012-13

Produits agricoles	Quantités après pertes (T)	En équivalents céréales (T)	Contribution (%)		Zones excédentaires
Haricots secs	46 035	46726	4		Grand'Anse, Sud-Est, Sud, Nord, Nord-Est, Centre
Arachides non Décortiqués	267	412	0		
Pois Congo	15 593	15826	1		
Total Légumineuses	61895	62964		5	
Riz	98 753	107739	9		Basse Artibonite (60%), Sud
Maïs	342 630	342630	27		Centre, Nord, Sud
Sorgho	120 431	113458	9		Centre
Total Céréales	561814	563827		45	
Pommes de Terre	25 000	5165			
Patates douces	414 518	132480	10		Artibonite, Nippes
Manioc	561 330	216673	17		Nippes
Ignames	344 520	94915	7		Grand'Anse, Nord
Malanga	142 560	39275	3		
Mazombel (Colocassia esculenta)	62 370	17183	1		
Total Racines et Tubercules	1550298	505692		39	
Bananes	400950	133637	11	11	
Total	2574957	1266119	100	100	

Source : MARDR CNSA. 2013 Provisoire

Figure 2. Production par saison des principales cultures vivrières, 2005-09, 2009 et 2010

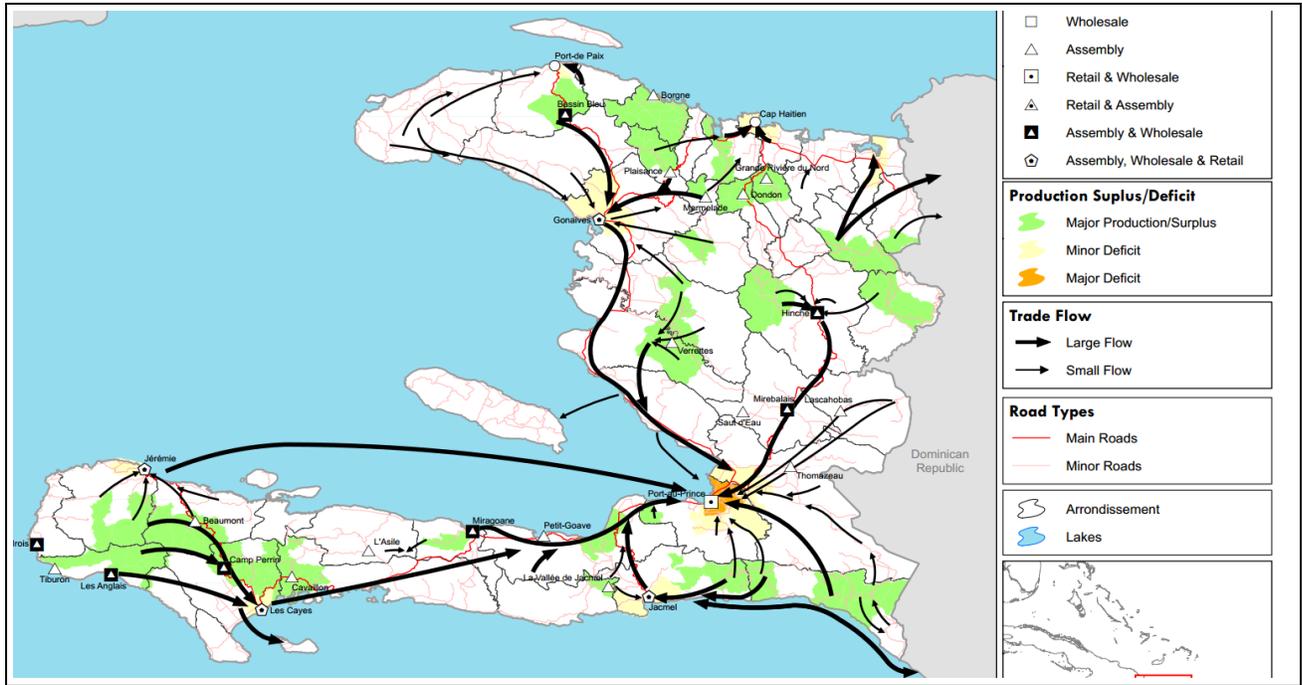
Culture	Moyenne 5 ans - 2005-09				2009	2010
	Prin-temps	Été	Automne / Hiver	Total	Total	Total
Riz Paddy	32 700	60 700	23 300	116 700	128 300	132 700
Maïs	116 500	78 500	42 800	237 800	303 700	258 200
Sorgho	57 400	31 400	19 500	108 300	121 500	112 700
Total Céréales	206 600	170 600	85 600	462 800	553 500	503 600
Tubercules	528 100	237 100	312 600	1 077 800	1 394 200	1 232 900
Légumineuses	68 500	31 400	42 800	142 700	185 300	148 000
Bananes	129 700	87 400	64 800	281 900	364 500	313 200

Source: FAO, Evaluation des récoltes 2010

Tableau 3: Départements et communes les plus excédentaires et les plus déficitaires en productions alimentaires

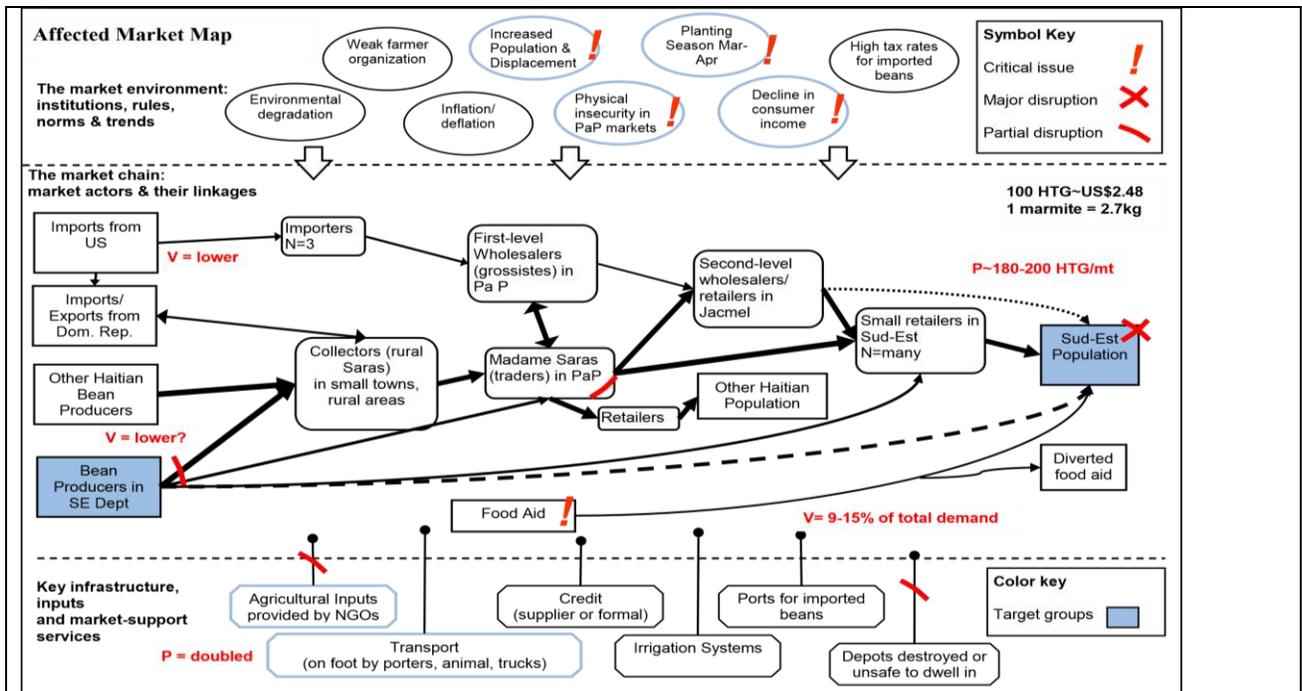
Communes les plus excédentaires	Produits le plus souvent excédentaires	Communes les plus déficitaires (aliments en général)	Principaux marchés pour les communes concernées
Nord-Ouest Port de Paix, St Louis du Nord, Anse à Foleur	Maïs, haricots	Bombardopolis, Baie des Hennes, Jean Rabel, Mole St Nicolas	Port de Paix (production)
Nord Borgne, Bas-Limbé, Limbé, Plaisance, St Raphael, Dondon	Maïs, tubercules		Cap Haïtien (Producteur)
Nord-Est Caracol, Trou du Nord, Ste Suzanne	Maïs, haricots	Ferrier, Terrier Rouge, Mont Organisé	Ouanaminthe (consommateur, à la frontière avec la Rép. Dominicaine)
Artibonite L'Estère, Verrettes, La Chapelle	Riz, maïs	Anse Rouge, Terre Neuve	Gonaïves (Producteur, consommateur), L'Estère, Pont-Sondé (Producteurs)
Centre Maissade, Hinche, Mirebalais	Mais, sorgho	Thomonde, Thomassique	Hinche (Producteur)
Ouest Arcahaie, Léogane, Petit-Goave	Bananes, maïs	Ile de la Gonâve, Thomaseau, Fonds Verrettes	Croix de Bossales (Consommateur)
Nippes Petite Rivière des Nippes, Fonds des Nègres, Miragoane	Sorgho, tubercules	L'Asile, Arnaud	Fonds des Nègres (Producteur)
Grande Anse Jérémie, Chambelan, Moron	Tubercules, maïs	Pestel, Corail	Jérémie (Producteur)
Sud Torbeck, Camp Perrin, Les Cayes	Riz, maïs, haricots	Aquin	Cayes (Producteur, Consommateur)
Sud-Est La Vallée de Jacmel, Cayes-Jacmel, Thiotte	Maïs, haricots	Côte de Fer, Baint, Marigot, Belle Anse	Jacmel (Producteur, Consommateur)

Figure 4. Principaux flux de commerce régional du haricot en temps normal



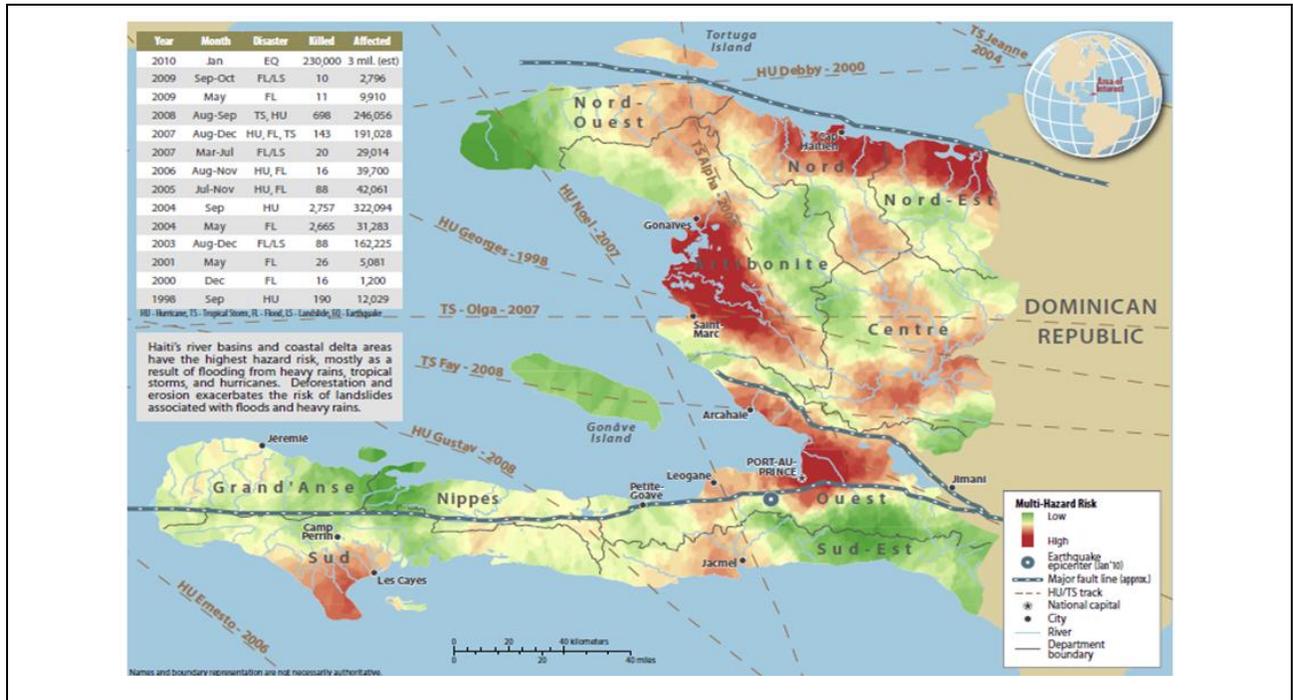
Source : FEWS NET

Figure 5. Marché du haricot au Sud-Est d'Haïti un mois après le séisme de janvier 2010



Source : ACDI/VOCA. 2010. EMMA Haricots Sud-Ouest, 2010.

Figure 6. Carte des principaux risques et désastres menaçant ou ayant frappé Haïti, 1998-2010



Source : US Department of State, 2010

Endnotes

¹ FAO, Sommet mondial de l'alimentation, 1996

² Measuring Household Food Insecurity: Why It's So Important and Yet So Difficult to Do. (*Mesurer l'insécurité alimentaire : Pourquoi est-ce si important et pourtant si difficile à réaliser*) Patrick Webb, Jennifer Coates, Edward A. Frongillo, Beatrice Lorge Rogers, Anne Swindale et Paula Bilinsky. 2006. American Society for Nutrition.

³ [National Food and Nutrition Security Policy](#). 2011. Gouvernement du Kenya.

⁴ IHSI, Population totale, population de moins de 18 ans et plus, ménages et densités estimées en 2012.

⁵ Banque Mondiale. GDP per capita. Téléchargé le 10 novembre 2013 de <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD>

⁶ MARNDR, 2013. [La sécurité alimentaire en Haïti](#)

⁷ BEST-USAID/Fin trac. Octobre 2010. Haiti Market Analysis.

⁸ Gouvernement d'Haïti, 2011. Politiques de développement agricoles 2010-2015; http://cfihaiti.com/news/Politique_de_developpement_agricole-2010_2025.pdf

⁹ MARNDR et CNSA, Octobre 2013. Evaluation prévisionnelle de la performance des récoltes de la campagne agricole de printemps 2013.

¹⁰ CNSA, PAM, FEWS NET, FAO, Tulane University; 2011; Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire (ENSA)

¹¹ Institut Haïtien de l'Enfance- IHE. 2012. Rapport préliminaire Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services EMMUS-V HAÏTI.

¹² Le retard de croissance est un indicateur de malnutrition infantile chronique qui résulte en diminution de capacité cognitive et en faible résistance aux maladies.

¹³ IHSI, Population totale, population de moins de 18 ans et plus, ménages et densités estimées en 2012

¹⁴ http://www.indexmundi.com/haiti/demographics_profile.html

¹⁵ World Bank, Haiti: The Challenges of Poverty Reduction, Volume 1. 1998

¹⁶ <http://www.mhave.gouv.mhave.html>

¹⁷ UNDP, Human Development Index 2012: The rise of the south: human progress in diverse world. 2013.

¹⁸ IHSI-PNUD-FAFO, 2001. Enquête sur les conditions de vie en Haïti

¹⁹ Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural. Haïti - Plan National d'Investissement Agricole. Juillet 2010.

²⁰ Ministère de la Planification et de la Coopération externe. 2012 [Plan stratégique de développement d'Haïti- Pays émergeant en 2030](#)

²¹ Banque Mondiale. [2013. GDP per capita](#)

²² Banque Mondiale. 2013. ['Doing Business 2013'](#) 'Doing Business 2013'.

²³ Transparency International. 2012. [Corruption perceptions Index 2012](#)

²⁴ [Better Work Haiti. 2013. Garment Industry 6 Biannual Synthesis Report Under Hope II Legislation](#)

²⁵ World Bank. 2002. [Haiti: Poverty Reduction Strategy Paper—Progress Report](#)

²⁶ CNSA. 2011. Enquête sur la sécurité alimentaire (ENSA). L'indice d'insécurité alimentaire utilisé dans cette enquête est combinaison du score de diversité alimentaire du PAM, de l'échelle de la faim des ménages développée par la FAO et le projet FANTA/USAID, et du nombre de repas par jour.

²⁷ PAM, ACSAV 2007

²⁸ Food and Nutrition Technical Assistance (FANTA)/USAID- November 2011. Haiti Prospective Food Security Assessment

²⁹ Selon Lamaute-Brisson (2005), les transferts représentaient de 9 à 11% des revenus des ménages urbains très pauvres et pauvres.

³⁰ FINTRAC, 2013. Haiti USAID-BEST analysis.

³¹ USDA, 2013. [Foreign Agricultural Service](#)

³² Welt Hunger Hilfe, IFPRI, Concern, Global Hunger Index, 2013.

³³ MARNDR, Evaluation des récoltes de printemps 2013

³⁴ BEST, Haiti Market, 2013.

³⁵ International Rescue Committee (Lead), American Red Cross, Haitian Red Cross, International Federation of the Red Cross, Save the Children, Mercy Corps, Oxfam GB, World Food Program, ACDI/VOCA, and FEWS/NET.2010, Emergency Market Mapping & Analysis (EMMA) Market System for Beans - Port au Prince, Haiti February 7-17, 2010

³⁶ FAO. Food Security Indicators.

³⁷ MARNDR. Politique de Développement Agricole 2010-2025. Avril 2010.

³⁸ MARNDR. Politique de Développement Agricole 2010-2025. Avril 2010.

³⁹ CNSA, ENSA, 2011,

⁴⁰ CNSA, ENSA, 2011.

⁴¹ Ministère de l'Environnement, 2007. La réhabilitation de l'environnement et la réduction de la pauvreté en Haïti.

⁴² La mangrove protège le littoral contre l'érosion causée par les eaux de la mer et sert de lieu de reproduction pour certaines espèces de poisson et de crustacés.

⁴³ Fintrac. 2013. USAID/BEST Market Haiti.

⁴⁴ ACDI/VOCA. Emergency Market Mapping and Analysis: the market for beans in Sud-Est Department of Haiti. Avril 2010.

⁴⁵ Depuis le début de l'année 2013, le Gouvernement s'est donné pour objectif de baisse ou stabiliser le prix du riz et pour cela a importé du Vietnam près de 50 000 TM au cours de l'année. Ce riz se trouve dans beaucoup de marchés et se vend à meilleur marché que les autres riz importés.

⁴⁶ IHSI-PNUD-FAFO, 2001. Enquête sur les conditions de vie en Haïti.

⁴⁷ CNSA. Enquête nationale de sécurité alimentaire (ENSA), 2011.

⁴⁸ IHSI, 2008. Enquête sur l'Emploi et l'Économie Informelle (EEEI)

⁴⁹ CNSA, ENSA 2011.

⁵⁰ Le secteur manufacturier et surtout textile devrait continuer sa reprise, et créer davantage d'emplois non-agricoles, ce qui pourrait consolider la part des ménages dont les revenus, plus stables, proviennent de la main-d'œuvre qualifiée.

⁵¹ IHS. 2008. Enquête sur l'Emploi et l'Économie Informelle (EEEI) de 2007-2008.

⁵² L'étude de la CNSA comptait parmi les transferts non seulement ceux qui provenaient de l'étranger, mais aussi l'argent envoyé aux familles d'origine à partir de Port-au-Prince ou des zones plus prospères telles que le périmètre irrigué de l'Artibonite.

⁵³ Le Gouvernement et la Banque de la République peuvent adopter des mesures liées à la masse monétaire en circulation dans l'économie et les taux d'intérêt pour contrôler l'inflation. Ils n'ont naturellement pas de contrôle sur

les aléas climatiques, qui peuvent augmenter les prix des aliments locaux, ou les cours internationaux des produits de base.

⁵⁴ Les prix nominaux ne sont pas ajustés par rapport à l'inflation. Les prix 'réels' qu'on obtient en enlevant le facteur inflation qui concerne tous les prix, montreraient que le prix du riz n'a pas été stable, mais qu'il a en fait baissé par rapport à celui des autres biens et services.

⁵⁵ Fintrac, USAID/BEST, 2013

⁵⁶ Le Matin; 27/04/2012. [Le comportement alimentaire des Haïtiens inquiète](#)

⁵⁷ FEWS NET. 2009. Enquête sur les modes de vie dans les bidonvilles de Port-au-Prince.

⁵⁸ CNA, INSA 2011.

⁵⁹ CNA, INSA 2011.

⁶⁰ Institut Haïtien de l'Enfance et ICF. 2012. [Rapport Préliminaire Final EMMUS-V](#)

⁶¹ MARNDR/CNSA. Evaluation de la campagne agricole de printemps 2012.

⁶² Ceci renforce les conclusions des analyses EMMA qui suggèrent de privilégier, en cas de désastres, le rétablissement rapide des voies de communication et du pouvoir d'achat des populations affectées pour qu'elles puissent acheter elles-mêmes sur les marchés les aliments dont elles ont besoin.

⁶³ Dans leurs reportages, les médias ont tendance à amplifier les problèmes d'insécurité ou d'autres problèmes surviennent en Haïti, ce qui renforce l'image négative du pays. Le gouvernement actuel s'emploie à changer cette mauvaise image d'Haïti dans l'opinion internationale.

⁶⁴ Haïti BEST/USAID analysis. 2013.

⁶⁵ World Bank. Haiti Dashboard-natural disasters. Téléchargé à partir de http://sdwebx.worldbank.org/climateportalb/home.cfm?page=country_profile&CCode=HTI&ThisTab=NaturalHazards

⁶⁶ Les flambées de prix des aliments provoquent aussi des crises aiguës d'insécurité alimentaire, d'autant que la plus grande partie des aliments est achetée plutôt que produite par les ménages.

⁶⁷ Fonds-Verrettes était déjà quasi-détruite en 1998 par des inondations qui avaient également fait des centaines de victimes à Mapou, dans le Sud-est

⁶⁸ A noter que dans le même temps, la République Dominicaine, affectée autant par le cyclone Jeanne, enregistrait seulement 19 décès; ce pays est moins déboisé et ne tolère pas des habitats humains aussi précaires.

⁶⁹ Certaines sources ont estimé à dix millions de mètres cubes le volume de boue qui devait être dégagé de la ville de Gonaïves.